

AVANT- PROPOS

La fin de l'année 2013 a été marquée par la tenue du III^e Plénum du XVIII^e Congrès du Parti communiste et les nombreux commentaires qu'il a suscités dans la presse. Essentiellement axé sur l'économie, ce III^e Plénum a relativement peu abordé les questions de politique étrangère – quelques caractères dans le communiqué des « Décisions » et quelques phrases dans le discours de Xi Jinping du 15 Novembre.

Et pourtant, la politique étrangère a été officiellement débattue au plus au niveau, avec notamment la tenue d'une Conférence nationale sur les relations de voisinage, réunie juste avant le III^e Plénum. Un institut géopolitique chinois, le CICIR, avait auparavant publié un compte-rendu d'une large table ronde sur le même sujet, qui fait figure de contribution à la Conférence nationale de travail convoquée par le PCC.

François Godement analyse cette table ronde, qui ne semble pas dégager de consensus, mais plutôt plusieurs questions et thèmes

dominants : le rôle des États-Unis et l'effort relatif à consacrer à la périphérie et aux grandes puissances, l'émergence économique chinoise et son impact en termes de politique étrangère, ou encore l'attitude diplomatique à adopter – « profil bas » ou affirmation de puissance ?

Les trois articles qui suivent reviennent sur les relations bilatérales de la Chine avec trois de ses voisins.

Les auteurs cités par Antoine Bondaz voient en la Mongolie un voisin idéal pour la Chine : économies complémentaires, pas de disputes territoriales aujourd'hui, et de forts liens politiques. Mais ils reprochent au pays sa trop grande neutralité, et craignent de voir émerger à leur porte un « troisième voisin » gênant pour la Chine.

L'article de Marc Julienne revient sur les enjeux stratégiques que recouvre la relation de la Chine avec l'Asie centrale. La Chine fournit à l'Asie centrale les investissements

et le développement des infrastructures nécessaires à son désenclavement, tandis que l'Asie centrale offre à la Chine une diversification des approvisionnements énergétiques tant recherchée. Et en matière sécuritaire, les intérêts chinois et centra-asiatiques se rencontrent pour lutter contre les « trois forces » que sont le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme.

Martina Bassan nous présente deux points de vue très contrastés sur la relation sino-indienne. Alors que Li Li loue les progrès de la coopération et de l'entente bilatérales, Shi Hongyuan s'inquiète de l'approfondissement de la relation entre l'Inde et les États-Unis, notamment en termes militaires. Celle-ci pourrait gêner la Chine à la fois sur sa façade maritime sud, et à ses frontières occidentales.

Nous consacrons ce mois-ci une partie de notre section Repères au III^e Plénium, et plus précisément aux réactions des auteurs chinois aux annonces qui ont suivi ce moment important de la vie économique et politique chinoise.

Les « Décisions » issues de ce Plénium sont très largement économiques, au point que les auteurs cités par Hugo Winckler affirment que même la réforme légale a une teneur fortement économique. Selon eux, la grande majorité des réformes légales annoncées a pour but de favoriser l'activité économique en Chine, et, adoptant une approche *top-down*, ne répond pas aux attentes des citoyens.

Par ailleurs, la série de mesures économiques annoncées en novembre couvre un grand nombre de secteurs et de thématiques. Les auteurs sélectionnés par Agatha Kratz se félicitent du caractère véritablement réformateur de ce Plénium, mais craignent que le gouvernement ne rencontre des difficultés dans la mise en place des « Décisions », en raison de l'hypercentralisation du plan de réforme,

qui limite la participation de la population, mais aussi de l'influence des puissants groupes d'intérêts chinois (entreprises d'État et agences gouvernementales).

Le III^e Plénium a enfin entériné la création d'une Commission de sécurité nationale, dirigée par Xi Jinping, et dont les prérogatives semblent larges, comme l'explique l'article de Marc Julienne. La CSN sera-t-elle une institution de sécurité intérieure (comme pourraient le faire penser certaines annonces post-Plénium) ou de politique extérieure (sur modèle du NSC américain) ? Le communiqué publié lors de sa première réunion met plutôt l'accent sur la primauté de la sécurité intérieure, mais n'est-ce pas un rappel du fondement de toute la stratégie internationale de la Chine ? Pléthorique par ses membres, la Commission semble plutôt une instance de coordination qu'un véritable Conseil de Sécurité Nationale, et il est vraisemblable qu'elle ne diminue pas ou peu les attributions de l'Armée Populaire de Libération.

Quelles qu'en soient les conséquences à long terme, ce III^e Plénium confirme la très forte concentration des pouvoirs dans les mains de Xi Jinping, et provoque en Chine de fortes attentes de changement pour les années à venir.

Enfin, Nathan Beauchamp-Mustafaga revient sur l'exécution de Jang Song-thaek, oncle de Kim Jong-un et jusque là numéro deux du régime nord-coréen. L'exécution de Jang est vue avec inquiétude par les observateurs chinois, car ce dernier était considéré comme « l'homme de Pékin » et bénéficiait de la confiance du gouvernement chinois. De façon appuyée, les experts chinois avaient conseillé à Kim Jong-un de s'appuyer sur le bloc des dirigeants âgés issus de l'ère Kim Jong-il¹ : les voilà pour la plupart éliminés.

¹ François Godement, « Conseils d'ami à Pyongyang », *China Analysis*, n° 39, octobre 2012.

Les commentateurs craignent que la Corée du Nord ne reviennent sur ses engagements économiques avec la Chine. Enfin, même si la purge était « prévisible » dans une certaine mesure, elle « dégoûte », surprend, et donne lieu chez certains auteurs à des dénonciations fortes, malgré la ligne officielle qui veut que cette exécution soit considérée comme une affaire interne au régime nord-coréen.

Alors que le III^e Plénum a mis l'accent sur la préservation de l'environnement, la Chine peine encore et toujours à transformer son mix énergétique. Les obstacles sont nombreux, mais le principal problème identifié par Chen Weidong est celui du prix des énergies en Chine. Sans réforme, le charbon continuera d'être une ressource privilégiée, nous disent les auteurs cités par Jean-François Di Meglio. Et le contraste entre le bas prix du gaz issu aux États-Unis de méthodes non-conventionnelles et le coût élevé du gaz chinois a des conséquences importantes pour la politique climatique et pour la géopolitique de l'énergie.

Enfin, Camille Liffra compile un certain nombre de réactions chinoises au *shutdown* du gouvernement américain en octobre 2013. Les auteurs sont partagés. Certains pensent que les États-Unis se ridiculisent, et que l'événement est la preuve qu'il faut promouvoir un monde « désaméricanisé », d'autres montrent plus de compréhension, et voient le *shutdown* comme un événement regrettable, mais aussi comme un élément constitutif de la vie démocratique américaine. Cette analyse témoigne également de l'existence d'une réflexion sur l'exposition chinoise à la dette américaine, mais les auteurs ne s'en montrent pas inquiets.

AGATHA KRATZ ET FRANÇOIS GODEMENT

Juste avant la conférence nationale de travail sur les relations de voisinage, convoquée par le PCC fin octobre, le CICIR (China Institutes of Contemporary International Relations) a organisé une table ronde sur le thème de « La situation actuelle dans les régions voisines de la Chine et la stratégie chinoise ». Revenant sur une « priorité » (首要, *shouyao*) de la politique étrangère chinoise, les participants à la table ronde ont débattu des relations extrêmement diverses et contrastées que la Chine entretient avec son voisinage. En effet, la Chine n'a pas moins de quatorze voisins avec lesquels elle partage des frontières terrestres. Mais elle compte aussi de nombreux voisins maritimes, dont le Japon, la Corée du Sud, les Philippines ou encore le Vietnam. Cette diversité du voisinage chinois complique l'analyse de la politique chinoise à sa périphérie. La Chine a des relations apaisées avec certains de ces pays, et d'inextricables contentieux territoriaux avec d'autres. Elle a aussi un autre voisin de fait dans la région, les États-Unis, que les chercheurs chinois identifient comme une force importante, voire décisive, dans les relations de la Chine avec son environnement direct. Ces problématiques sont reprises par François Godement dans son compte-rendu synthétique de la table ronde du CICIR.

DOSSIER : LA POLITIQUE DE VOISINAGE DE LA CHINE

China Analysis a par ailleurs analysé pour ce numéro la relation de la Chine avec sept de ses voisins : les cinq États d'Asie centrale, la Mongolie et l'Inde. D'un côté, l'Inde, principal compétiteur asiatique de la Chine, garde avec son voisin des relations parfois difficiles en raison de tensions militaires latentes, mais profite du dynamisme chinois en accroissant ses échanges avec la Chine. D'autre part, les relations de la Chine avec l'Asie centrale et la Mongolie, bien moins tendues que les relations de la Chine avec ses voisins maritimes orientaux, sont très peu traitées dans les publications académiques et *a fortiori* médiatiques, occidentales et chinoises. Or, celles-ci recouvrent une dimension stratégique

déterminante dans les équilibres régionaux, et un potentiel de coopération très prometteur. Les dirigeants chinois ne s'y trompent d'ailleurs pas, comme l'illustre les nombreuses visites bilatérales de ces dernières années, et la proposition de création d'une « Zone économique de la route de la soie » (丝绸之路经济带, *sichou zhilu jingji dai*). L'intérêt des chercheurs chinois pour l'Asie centrale et la relation sino-indienne pourrait toutefois connaître un tournant dans les mois à venir, avec le retrait de l'OTAN d'Afghanistan, qui devrait radicalement changer la donne sécuritaire aux frontières occidentales de la Chine².

AGATHA KRATZ

² A ce titre *China Analysis* traitera dans un prochain numéro de la vision chinoise des relations de Pékin avec l'Afghanistan et avec le Pakistan.



1. Que faire avec les voisins : une table ronde du CICIR

FRANÇOIS GODEMENT

SOURCE :

- Symposium, « Situation actuelle dans les régions voisines de la Chine et stratégie chinoise », *Xiandai guoji guanxi*, n° 10, 2013.

Note : *China Analysis* tient à remercier les trois analystes de son équipe Chine (Marc Julienne, Florence Rountree et Abigaël Vasselier), qui ont aidé à la traduction des textes originaux du symposium du CICIR, avant que la version anglaise ne soit publiée. Leur travail était, comme toujours, d'excellente qualité, et leurs efforts très appréciés.

Juste après que le PCC a convoqué une conférence nationale de travail sur les relations de voisinage, le China Institute of Contemporary International Relations (CICIR) a organisé, le 24 octobre 2013, l'une de ses habituelles tables rondes sur le thème « Situation actuelle dans les régions voisines de la Chine et stratégie chinoise » ; des extraits et résumés des contributions des participants ont été publiés en chinois dans l'édition d'octobre du journal du CICIR,

*Xiandai guoji guanxi*³. Paru juste avant le III^e Plénum du XVIII^e Congrès, qui a de manière extrêmement manifeste consolidé le pouvoir au sommet, même s'il n'a que très peu abordé les questions de politique étrangère, et dans la foulée du discours de Xi Jinping au sommet de l'APEC à Bali, qui avait introduit le concept de « route maritime de la soie », ce numéro de la revue du CICIR ne pouvait pas se permettre d'ouvrir trop largement le débat sur les questions de voisinage. Il peut néanmoins servir de repère pour comprendre l'opinion dominante en la matière. Plus qu'un échange d'arguments – il est à noter d'ailleurs que très peu de faits nouveaux sont soulignés par les participants – ce que nous montre cette table ronde est une dualité des positions, deux éléments principaux, ainsi que quelques notes discordantes. Mais, plus intéressant encore, le rédacteur en chef de la revue du CICIR, Lin Limin, reconnaît ces quelques divergences d'opinions et conclut sur un avertissement : les « ambitions » de la Chine ne doivent pas excéder ses « capacités », car cela a mené, par le passé, d'autres pays (la Russie, l'Allemagne ou encore le Japon) au désastre.

Premièrement, il est intéressant de noter que l'un des participants (Zhao Xiaochun⁴) fait remonter la politique de « voisinage » (周边, *zhoubian*) à 2002 (au début du mandat du Président Hu Jintao), alors qu'un autre

³ Depuis, le symposium d'octobre a été traduit dans son intégralité par le CICIR, et publié dans sa revue en langue anglaise, *Contemporary International Relations*. Nos équipes ayant travaillé pendant plus d'un mois, entre novembre et décembre, pour traduire et analyser le symposium en version chinoise, nous avons décidé d'en garder l'analyse que voici, qui se fonde sur la version chinoise. Pour la version en anglais, voir : Sélection d'articles tirés du symposium, « Situation actuelle dans les régions voisines de la Chine et stratégie chinoise à la périphérie », *Contemporary International Relations*, vol. 23, n° 6, novembre/décembre 2013.

⁴ Professeur au centre pour la stratégie internationale et les études de sécurité à l'université des relations internationales de Pékin.

(Lin Limin) la compare avec le vieux dicton de Deng qui encourage à « cacher ses talents et à attendre son heure ». Cette hésitation temporelle se retrouve en termes d'espace également : alors que certains participants se concentrent sur les voisins directs de la Chine, et insistent tour à tour sur les différends territoriaux, le rééquilibrage américain vers l'Asie, ou l'intégration régionale croissante, d'autres étendent le concept jusqu'à la Russie (extension légitime) mais aussi jusqu'au Moyen-Orient et à l'Europe. Certains auteurs abordent diverses problématiques internationales, ainsi que le rôle et l'action de la Chine comme nouvelle puissance (ou puissance renaissante), entourée de trois différents « cercles » diplomatiques. Il existe néanmoins un lien entre ces différentes analyses : le rôle des États-Unis, qui sont vus par certains comme un *deus ex machina*, par d'autres dans un contexte moins menaçant de mondialisation et d'interdépendance.

L'un des auteurs est très clair à ce propos : la vision de l'environnement international de la Chine que présente Lin Hongyu⁵ est entièrement façonnée par l'action des États-Unis. Lin est d'ailleurs le seul qui revient sur un événement passé inaperçu : le présumé survol de Pékin par un Boeing XB-37, la nouvelle navette spatiale non habitée, au moment où se déclarait la crise de l'Adiz (zone d'identification de défense aérienne, décrétée par Pékin en mer de Chine orientale). Son deuxième point est plus classique : les États-Unis amplifient par leurs actions les tensions entre la Chine et ses voisins. Mais Lin ajoute un nouvel élément : au final, la compétition entre les États-Unis et la Chine pour imposer chacun sa devise en tant que monnaie dominante sur le plan international, ainsi que la stratégie financière et monétaire américaine depuis la crise de 2008, sont fondamentales pour

⁵ Professeur et doyen du département de politique internationale à l'université des relations internationales de Pékin.

comprendre la rivalité sino-américaine. Alors que Lin constate un rôle partagé du dollar et de l'euro en Europe de l'Est et au Moyen-Orient, le dollar et le yuan sont en compétition directe en Asie. La pression de Washington autour de la « première chaîne d'îles » et les tensions qui en résultent sont au fond une stratégie pour contenir et empêcher l'internationalisation du yuan – puisque le rôle de la monnaie chinoise est voué à s'accroître en priorité dans l'environnement immédiat du pays. Les États-Unis essaient de briser la coopération économique entre la Chine et ses voisins et, même si Lin Hongyu ne semble pas en être conscient, son raisonnement se rapproche de celui du général Tojo au Japon avant la Seconde Guerre mondiale, lequel a créé une prophétie autoréalisatrice d'encerclement. Sans aller aussi loin, Zhu Feng⁶ constate une compétition croissante entre les principales puissances – Chine, Russie, Inde et États-Unis. D'autres adoptent un point de vue diamétralement opposé. Shi Yinghong⁷ – dont le discours a été réduit à une page dans la revue – dénonce clairement les politiques chinoises qu'il juge aventureuses, et souligne les risques encourus. Il est probablement le seul à aller si loin dans la critique, puisque tous les autres participants situent les actions de la Chine dans un contexte de réaction et d'autodéfense face à des initiatives externes. À certains égards, il n'est pas le seul à offrir cette grille de lecture, mais Jin Canrong⁸ et Chu Shulong⁹ ont une vision moins pessimiste

⁶ Professeur et vice-directeur de l'institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin.

⁷ Membre du bureau du conseiller du Conseil d'État, et professeur à l'école d'études internationales de l'université Renmin.

⁸ Vice-doyen de l'école d'études internationales de l'université Renmin. Son article est coécrit avec Duan Haowen, étudiant en thèse à l'école d'études internationales de l'université Renmin.

⁹ Professeur et vice-directeur de l'institut d'études stratégiques et de développement à l'université Tsinghua. Son article est coécrit avec Tao Shasha, un post-doctorant de l'école de politiques publiques et de

de l'environnement sécuritaire de la Chine. Li Yonghui¹⁰ montre, lui, le besoin essentiel d'une périphérie amicale (qu'il appelle une « zone stratégique périphérique ») pour les puissances montantes, et affirme que l'Union soviétique, l'Allemagne et le Japon ont échoué, alors que les États-Unis ont réussi en mettant en place des alliances flexibles : en fait, il critique les « chèques en blanc » en termes d'alliance, en montrant comment ceux-ci ont amené l'Allemagne à déclencher la Première Guerre mondiale. Il encourage enfin la Chine à ne pas s'aliéner sa périphérie. Li Xiangyang¹¹ explique que l'idéologie politique de la Chine est « sans conséquences » sur son influence croissante, alors que la démocratie et ses valeurs se développent parmi ses voisins. Feng Zhongping¹² réfute la thèse défendue par d'autres participants de la table ronde, selon laquelle ce sont les États-Unis qui agissent en coulisse pour intensifier les tensions entre la Chine et ses voisins, et notamment le Japon et les Philippines. « Se concentrer sur les États-Unis ne signifie pas que la Chine doit oublier ses voisins », et Feng de continuer en expliquant que, si la Chine est déterminée à construire une relation stable avec les États-Unis, elle doit soigner ses relations de voisinage. Même sur les questions économiques, qui influencent directement la position de la Chine vis-à-vis de sa périphérie, les auteurs ne s'entendent que sur un point central : l'économie chinoise est en croissance continue, et influence le reste du monde. Mais là ou certains, dont Ji Zhiye¹³, le nouveau

gestion de l'université Tsinghua.

¹⁰ Professeur et doyen de l'école de relations internationales à la Beijing Foreign Studies University.

¹¹ Directeur de l'institut d'études Asie-Pacifique de la Chinese Academy of Social Sciences (CASS).

¹² Professeur, chercheur et vice-président du CICIR.

¹³ Professeur, chercheur et président du CICIR.

président du Cicir, tirent une conclusion positive sur les bénéfices potentiels qui pourraient découler, pour la Chine, de la mise en place de mécanismes gagnants-gagnants de coopération économique, d'autres n'en sont pas aussi convaincus : une troisième révolution industrielle est en route, tirée par le gaz de schiste – un processus d'extraction d'invention japonaise – ainsi que par des « superaccords » tels que le TPP et le TTIP.

Tous les auteurs félicitent le Premier ministre Shinzo Abe pour ses politiques économiques, et prédisent un retour de la croissance au Japon. Ces commentaires contrastent fortement avec la posture japonaise régionale et de défense : Lin Limin note sèchement que le Japon a traditionnellement échoué à atteindre ses objectifs

stratégiques. Presque tous les auteurs prennent le TPP très au sérieux, même si les objectifs de ce dernier sont jugés très ambitieux. Le RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), vaste initiative commerciale avec l'Asean, est présenté comme un enjeu important pour la Chine. Malgré cela, certains pensent que la Chine et le RCEP ont tout intérêt à rejoindre le TPP.

La principale contradiction existe peut-être finalement entre ceux qui semblent épris du concept de « relations entre grandes puissances », un terme utilisé par Xi Jinping au cours de sa rencontre de juin 2013 avec Barack Obama, et ceux qui continuent de privilégier la discrétion et une approche graduelle. Fu Mengzi¹⁴ parle du besoin de rejeter toute tentative hégémonique, citant pour cela le Premier ministre Li Keqiang. Dans les remarques finales de la table ronde, Lin Limin cite la notion de « profil bas » de Deng Xiaoping, le concept de « développement

¹⁴ Professeur, chercheur et vice-président du CICIR.

« Li Yonghui montre, lui, le besoin essentiel d'une périphérie amicale pour les puissances montantes. »

pacifique » et la nécessité d'éviter toute attitude hégémonique, même quand la Chine aura atteint le statut de puissance internationale.



2. La Mongolie, un voisin idéal

ANTOINE BONDAZ

SOURCES :

- Wei Lisu¹⁵ et Xia Anling¹⁶, « Résumé des recherches sur la Mongolie par les cercles académiques chinois des vingt dernières années », *Xiandai guoji guanxi*, 2013, n° 4.
- Wu Yun¹⁷, « Étude exploratoire de la relation économique et commerciale sino-mongole au XXI^e siècle », *Guoji yanjiu cankao*, 2013, n° 8.
- Zhang Haixia¹⁸, « Le modèle Swot appliqué à la coopération économique et commerciale entre la Chine et la Mongolie », *Xiandai jingji xinxi*, 2013, n° 10.
- Wang Cong¹⁹, « Le développement de la "zone économique de la route de la soie" »

¹⁵ Professeur au département de politique internationale de l'école normale de la Chine centrale à Wuhan, Hubei, et spécialisé dans la politique intérieure et étrangère mongole.

¹⁶ Professeur de marxisme à l'école normale de Huazhong, Hubei.

¹⁷ Doctorant au centre de recherche de l'université de Mongolie intérieure.

¹⁸ Diplômée de l'université du Heilongjiang et spécialisée dans les relations entre la Chine et l'ancien bloc soviétique.

¹⁹ Chercheur sur l'Asie centrale au CICIR.

est un évènement clé », *Yangshiwang ping* – CCTV Network - *Opinion*, n° 1043, décembre 2013.

- Wang Zhaobin²⁰, « Le dilemme sino-mongol dans le commerce du charbon », *Fenghuang wang - I-Feng*, 9 janvier 2013.

- Yan Xiaodong²¹, « La diplomatie mongole du “troisième voisin” met en danger la Chine et la Russie », Centre de recherche sur le développement du Conseil d'État, 31 mai 2013.

- « La relation sino-mongole mise à l'épreuve par la rencontre entre le Premier ministre du Japon Abe et le Président de la Mongolie Elbegdorj », article du *Ta kung pao*, 1^{er} octobre 2013.

La Chine est devenue, depuis l'effondrement du bloc soviétique et la perte d'influence russe, le premier moteur du développement économique de la Mongolie, son premier partenaire commercial et le principal pays vers lequel se tourne la diplomatie d'Oulan-Bator. En comparaison, la Mongolie ne représente pas pour la Chine une priorité – en témoigne la faiblesse de la littérature académique chinoise sur le sujet²² –, mais plutôt une opportunité économique²³, notamment dans le contexte de l'effort chinois de sécurisation de ses importations de matières premières.

²⁰ Journaliste pour la revue « Energy » (《能源》杂志), et spécialisé sur le charbon et les énergies nouvelles.

²¹ Chercheur honoraire à l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS).

²² L'article de Wei Lisu et Xia Anling souligne que, entre 1992 et 2013, le CICIR n'a publié que onze articles sur la Mongolie, et la revue académique phare chinoise *Shijie jingji yu zhengzhi*, seulement deux articles. Le centre de recherche le plus actif sur le sujet est l'institut sur l'Asie du Nord-Est de l'université du Jilin.

²³ En témoigne notamment la mise à jour régulière du site Internet du bureau du conseiller économique et commercial chinois, contrairement à celui de l'ambassade, <http://mn.mofcom.gov.cn/>.

Contrairement aux relations complexes et tendues que la Chine entretient avec ses voisins le long de sa façade maritime, du Japon au Vietnam en passant par les Philippines, la Mongolie apparaît comme un voisin idéal pour la Chine : complémentarité économique, absence de différend territorial le long des 4 710 km de frontière commune, absence de menace pour la sécurité nationale chinoise, volonté de la Mongolie de servir d'intermédiaire – notamment dans le dossier nord-coréen –, ou encore refus de s'aligner ouvertement sur une grande puissance. Cependant, la Chine s'inquiète depuis peu d'un possible rapprochement de la Mongolie avec les États-Unis et le Japon, en raison du repositionnement stratégique américain en Asie-Pacifique et de l'activisme diplomatique japonais.

Une lune de miel politique et économique depuis la chute du bloc soviétique

L'article de Wei Lisu et de Xia Anling revient sur l'histoire récente de la relation sino-mongole. Satellite de l'URSS depuis la proclamation de la République populaire de Mongolie en 1924, la Mongolie cesse de donner la priorité à la relation russo-mongole en 1994 pour se concentrer officiellement sur une diversification de la diplomatie mongole, mais officieusement sur la relation sino-mongole. Un « partenariat de bon voisinage et de confiance mutuelle » (睦邻互信伙伴关系, *mulinhuxinhuobanguanxi*) est signé en 2003 lors d'une visite d'État de Hu Jintao. Il sera hissé au rang de « partenariat stratégique » en 2011. Les rencontres bilatérales se multiplient depuis, faisant de la Chine le premier partenaire politique de la Mongolie²⁴.

²⁴ En 2013 : visite de Wu Bangguo et Yang Jiechi en Mongolie en janvier et mai ; rencontre des deux Présidents en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Bichkek, Kirghizistan, en juin ; visite du ministre de la Défense chinois et du Premier ministre mongol à Pékin en septembre et octobre.

Cette relation privilégiée se traduit surtout en termes économiques. Zhang Haixia souligne le caractère complémentaire des deux économies : matières premières mongoles, technologie et capitaux chinois. Wu Yun, dans une analyse détaillée, fournit une multitude d'informations concernant la relation économique sino-mongole. La Chine a grandement bénéficié de l'ouverture économique de la Mongolie et de sa volonté de réduire sa dépendance à l'URSS. Cela a par ailleurs permis à la Mongolie de décupler son commerce extérieur, néanmoins au prix d'une dépendance désormais accrue par rapport à la Chine, devenue son premier partenaire depuis 1999. Le commerce avec la Chine permet notamment à la Mongolie de dégager un excédent commercial de 2,1 milliards de dollars en 2012, soit près de 15 % de son PIB, notamment grâce à ses exportations de matières premières minérales (charbon), et dans une moindre mesure végétales (bois) et animales. Ce commerce est également crucial pour certaines régions chinoises comme la Mongolie intérieure, qui réalise dans ce cadre 52 % de son commerce extérieur.

Tableau :
Poids de la Chine dans le commerce mongol²⁵

	1990	1995	2000	2004	2008	2010	2011	2012
Commerce total mongol (milliards de dollars)	1,6	0,9	1,2	1,9	5,8	6,1	11,4	11,1
Commerce sino-mongol (milliards de dollars)	0,03	0,11	0,4	0,7	2,5	3,4	6,5	5,9
Part de la Chine (%)	2%	14%	33%	37%	43%	56%	57%	53%

Selon Wu Yun, le poids de la Chine est également écrasant en termes d'entreprises étrangères installées en Mongolie – 5 303 entreprises chinoises enregistrées en 2010, soit près de 50 % des entreprises étrangères – mais aussi d'investissements directs – 24 milliards de dollars cumulés en 2010, soit 51 % de l'ensemble des investissements étrangers. La Chine a une position incontestable dans ce domaine, bien loin devant le Canada (8 % du total des investissements étrangers), les

²⁵ Source : article de Wu Yun.

Pays-Bas (6,1 %) ou la Corée du Sud (5,3 %). Il est à noter que les autres « grands pays » investissent très peu dans le pays, puisque même la Birmanie se place devant les États-Unis ou la Russie.

Cette relation économique et commerciale privilégiée de la Mongolie avec la Chine a eu un effet majeur sur la croissance économique mongole, avec des taux de croissance à deux chiffres depuis la fin des années 2010. Mais elle représente également une vulnérabilité, due à une dépendance forte au marché chinois. Par exemple, une diminution de 24 % de la demande chinoise en charbon sur les neufs premiers mois de 2013 a conduit la Banque mondiale à abaisser ses prévisions de croissance pour la Mongolie de 16,5 % à 12,5 % pour 2013.

Les limites de la coopération économique sino-mongole

Côté chinois, de nombreuses limites sont également mises en avant comme obstacles au développement de la relation économique et commerciale sino-mongole. Wu Yun en cite trois principales.

La première concerne la compétition accrue pour l'accès aux ressources minières mongoles, notamment avec la Russie, le Japon et la Corée du Sud, laquelle a signé avec la Mongolie, en août 2011, un plan de coopération dans le domaine de l'extraction minière.

La seconde, qui fait l'unanimité parmi les différents auteurs, concerne le « climat » des investissements dans le domaine de l'extraction minière en Mongolie. Wu Yun souligne la complexité et la volatilité de la législation mongole, accrue en juillet 2012 par l'adoption d'une loi sur le contrôle des investissements étrangers (外资控制法, *waizi kongzhi fa*). Wang Zhaobin cite également la régulation

limitant l'importation de main-d'œuvre chinoise. Selon Wang, c'est ce second problème qui a conduit le géant Aluminium Corporation of China (Chalco) à suspendre ses programmes d'investissement dans le pays.

La troisième limite est la forme que prennent les investissements chinois. Selon Wu, les projets d'investissement étrangers sont peu nombreux, mais tous de grande envergure (BHP Billiton ou Rio Tinto notamment dans la mine géante de charbon de Tolgoi) alors que les investissements chinois dans le secteur, tout en se multipliant, sont généralement de taille limitée. Cela empêche la Chine d'être présente dans les plus grands projets miniers. De plus, les investissements chinois sont peu stratégiques, notamment par rapport aux investissements russes. À l'origine de moins de 2 % du total des investissements étrangers, la Russie détient une participation clef dans la *joint-venture* Ulaanbaatar Railway Joint Stock Company (90 % du transport ferré mongol), 49 % dans Erdenet (cuivre et terres rares) ou encore 49 % d'Oriental Uranium, principale entreprise d'extraction d'uranium en Mongolie. Ces investissements confèrent à la Russie une place de choix dans les secteurs stratégiques mongols.

Une quatrième limite, énoncée par Zhang Haixia, concerne la faible qualité des infrastructures d'échange (douanes, postes-frontières, etc.), l'ancienneté du réseau ferré, la faible densité démographique en Mongolie (moins de 2 habitants/km²) nécessitant un taux d'infrastructure élevé par rapport à la population, ou encore la taille très limitée du marché intérieur mongol (2,9 millions

d'habitants²⁶).

« Triangle stratégique de coopération » et « zone économique de la route de la soie »

Au vu de ces limites structurelles, la Chine doit, selon certains auteurs, repenser ses relations économiques avec la Mongolie.

Wu Yun souligne l'importance qu'il y a, pour les entreprises chinoises, à mieux prendre en compte la dimension environnementale et humaine de leurs activités en Mongolie – en accroissant par exemple les échanges de personne à personne²⁷ –, afin d'améliorer leur image auprès des populations. Lors de la visite du Premier ministre de Mongolie à Pékin, du 22 au 26 octobre 2013, un protocole additionnel au partenariat stratégique de 2011 a été signé. De plus, le Président Xi Jinping a insisté sur trois points centraux, qualifié par Wu Yun de « triangle de coopération » (三位一体、统筹推进, *sanwei yiti, tongchou tuijin*), à savoir une meilleure coopération dans le développement du secteur

« Cette stratégie [du troisième voisin] marque un effort de "diversification" des partenaires diplomatiques d'une Mongolie qui continue de se déclarer comme "non alignée" et "intermédiaire" dans ses relations extérieures. »

minier en Mongolie, le développement des infrastructures entre les deux pays, une plus grande coopération financière.

Wang Cong rappelle également l'importance du concept de « zone économique de la route de soie » (丝绸之路经济带, *sichou zhi lu jingji dai*), présenté en septembre 2013

²⁶ En comparaison, la Mongolie intérieure compte à elle seule 4 millions de citoyens de l'ethnie mongole.

²⁷ Selon l'ambassadeur de Chine en Mongolie Wang Xiaolong, près de 1,3 million d'entrées de Mongolie vers la Chine ont été enregistrées en 2012, et plus de 6 000 jeunes mongols étudient en Chine.

par Xi Jinping dans un discours à l'université Noursoultan Nazarbaev, au Kazakhstan. Le président a rappelé à nouveau l'importance de la diplomatie économique dans la stabilisation de son voisinage lors de son discours du 24 octobre 2013²⁸. Alors que la Mongolie n'était pas initialement concernée par le concept de « zone économique de la route de la soie », elle l'est devenue fin 2013 sous l'impulsion conjointe de son gouvernement – notamment lors de la visite du Premier ministre en octobre – et de la commission chinoise pour le développement et les réformes du Conseil d'État, qui avait organisé un séminaire de travail sur le sujet en novembre²⁹.

Une inquiétude chinoise limitée vis-à-vis de la stratégie du « troisième voisin »

Le terme de « troisième voisin » (第三邻国, *disan linguo*) a été utilisé pour la première fois par le Secrétaire d'État américain James Addison Baker lors de sa visite en Mongolie en 1991. Il a depuis été repris par la diplomatie mongole pour désigner toute relation avec un pays autre que la Chine et la Russie. Comme le souligne Yan Xiaodong, cette stratégie marque un effort de « diversification » (多元化, *duoyuanhua*) des partenaires diplomatiques d'une Mongolie qui continue de se déclarer comme « non alignée » (不结盟, *bu jiemeng*) et « intermédiaire » (等距离, *deng juli*) dans ses

²⁸ Discours de Xi Jinping sur la politique de voisinage à la Conférence de travail sur les relations de voisinage, http://news.xinhuanet.com/politics/2013-10/25/c_117878944.htm.

²⁹ Parfois traduit en anglais par le terme Silk Road Economic Belt, le concept visait initialement à associer cinq provinces intérieures (Shanxi, Gansu, Qinghai, Ningxia et Xinjiang) aux pays d'Asie centrale. Les régions du Sichuan, de Chongqing et la Mongolie intérieure ont ensuite été ajoutées à la liste, tout comme la Mongolie. Trois « routes » schématisent le concept : infrastructures de transports routiers et de logistique, infrastructures de transport de pétrole et de gaz, développement de l'économie transnationale.

relations extérieures³⁰.

Cette stratégie diplomatique mongole, devenue particulièrement active ces trois dernières années³¹, inquiète plusieurs auteurs, qui craignent l'entrée de la Mongolie dans ce qui est qualifié de front « anti-Chine ». Par exemple, alors que la relation avec les États-Unis a bénéficié de l'impulsion donnée par la visite historique en Mongolie du président George W. Bush et de la Secrétaire d'État Condoleezza Rice, en novembre 2005, l'administration Obama, dans le cadre de sa stratégie de « rééquilibrage » vers l'Asie-Pacifique, a poursuivi cette dynamique avec les visites du vice-président Joe Biden en août 2011, et de la Secrétaire d'État Hillary Clinton, en juillet 2012. Si la coopération économique est quasi inexistante et la coopération militaire limitée à l'exercice annuel Khaan Quest, l'importance que revêt la promotion de la démocratie, érigée en tant que facteur de coopération est régulièrement soulignée. Cette offensive américaine dans le champ des valeurs a été interprétée notamment par Chen Xiangyang, dans un article³² publié en juillet 2012 sur le site Internet du CICIR, comme exprimant une volonté claire de « contenir la Chine ».

En parallèle, le Premier ministre japonais Shinzo Abe a œuvré au rapprochement entre les deux pays, via son Initiative Erch (« vitalité » en mongol). Dès mars 2013, le Premier ministre japonais s'est rendu à Oulan-Bator et a souligné

³⁰ En juillet 2010, le Parlement mongol a adopté une nouvelle « vision pour la stratégie nationale » soulignant son attachement à ces principes de base de la diplomatie mongole.

³¹ La Mongolie est par exemple devenue le 57^e membre de l'OCSE en 2012 et un « partenaire global » de l'Otan la même année.

³² Voir : Chen Xiangyang, « Three obstacles to a deepened cooperation in East Asia », *Renmin Luntan - People's Forum*, 7 août 2012. <http://www.cicir.ac.cn/chinese/newsView.aspx?nid=4001>

l'importance de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine énergétique. Premier pourvoyeur d'aide au développement de la Mongolie, le Japon a également mis en avant la nécessité de développer un dialogue politique trilatéral avec les États-Unis, les trois pays formant une communauté de valeurs. Cet activisme japonais couplé aux deux visites séparées au Japon, en septembre 2013, du Premier ministre et du Président de Mongolie, ont été sévèrement critiqués dans l'article du *Ta kung pao*, qui y voit l'ombre d'un Japon cherchant à utiliser la Mongolie afin de « contenir et de confiner » (围堵, *weidu*) la Chine. L'argument est également développé par Yan Xiadong qui estime que la Mongolie développe de nouveaux « piliers de sécurité » (安全支柱, *anquan zhizhu*) afin de se protéger des interférences chinoises et russes, et que la Chine doit à tout prix éviter que la diplomatie mongole n'aboutisse à « repousser la Russie au Nord et à contenir la Chine au Sud » (北抑俄罗斯、南遏中国, *bei yi Eluosi, nan e Zhongguo*).

Cependant, ces craintes sont mesurées, la Mongolie ne représentant pas en soi une menace pour la sécurité nationale chinoise. De plus, étant devenue extrêmement dépendante de l'économie chinoise, elle ne peut pas tourner le dos à la Chine et donner la priorité à ses relations avec Washington et Tokyo. Enfin, comme souligné par Wei et Xia, la Mongolie entend se positionner comme un médiateur et un intermédiaire en Asie du Nord-Est, soulignant son non-alignement, notamment à travers sa relation privilégiée avec la Corée du Nord et sa promotion du mécanisme de dialogue d'Oulan-Bator (乌兰巴托对话机制, *Wulanbatuo duihua jizhi*). Ce positionnement permet à la Mongolie de ne pas apparaître comme se trouvant dans le giron de la Chine et à la Chine d'appuyer les initiatives mongoles. Le Président de Mongolie Tsakhiagiyn Elbegdorj a ainsi été le premier chef d'État, depuis l'arrivée au pouvoir de

Kim Jong-un, à se rendre à Pyongyang, en octobre 2013. Il n'a cependant pas été en mesure de rencontrer le nouveau dirigeant nord-coréen. Certains soulignent le contenu de son discours à l'université Kim Il-sung : droits de l'homme, légitimité du régime³³, libéralisme économique et Mongolie comme « zone non nucléarisée ». D'autres évoquent les précautions de Kim Jong-un pour ne pas rencontrer le Président de la Mongolie avant Xi Jinping, et ainsi ne pas froisser le voisin chinois (la première visite en Chine de Kim Jong-un se fait néanmoins toujours attendre).

L'année 2014 marque les 65 ans de l'établissement des relations diplomatiques sino-mongoles et « l'année de l'amitié avec la Mongolie » en Chine. Elle constitue donc, pour les deux pays, une opportunité d'approfondir leur partenariat stratégique, alors que la Mongolie apparaît plus que jamais comme un voisin indépendant mais idéal.

³³ Le président de la Mongolie est allé jusqu'à déclarer qu'« aucune tyrannie ne dure éternellement. C'est le désir des peuples de vivre libre qui est le pouvoir éternel ».



3. La diplomatie chinoise en Asie centrale

MARC JULIENNE

SOURCES :

- Gao Yusheng³⁴ et Li Wei³⁵ (entretien), « L'OCS joue un rôle important dans le maintien de la stabilité au Xinjiang », *Beijing Youth Daily*, 13 septembre 2013.
- Sun Zhuangzhi³⁶, « La diplomatie de la Chine en Asie centrale en 2013 », *Xinhua*, 25 décembre 2013.
- Zhao Huirong³⁷, « Les relations entre la Chine et les États d'Asie centrale : état des lieux et perspectives », site web du Euro-Asian Social Development Research Institute, 31 mai 2013.

³⁴ Ancien ambassadeur de Chine au Turkménistan et ancien secrétaire général adjoint de l'OCS.

³⁵ Directeur du centre de recherche sur le contre-terrorisme du China Institute of Contemporary International Relations (CICIR).

³⁶ Secrétaire général du centre de recherche sur l'Organisation de coopération de Shanghai, CASS.

³⁷ Chercheur à l'institut de recherche euro-asiatique sur le développement social du Centre de recherche sur le développement du Conseil d'État, et chercheur associé à l'institut d'études sur la Russie, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, CASS.

La « diplomatie de voisinage » (周边外交, *zhoubian waijiao*) est la priorité de la politique étrangère de la Chine³⁸, et l'Asie centrale tient une place croissante au sein de cette politique. En effet, la région revêt une importance stratégique pour la Chine, pour au moins trois motifs étroitement liés : le développement de l'Ouest chinois, la stratégie de diversification des approvisionnements énergétiques et la sécurisation de la région autonome chinoise du Xinjiang. Ces trois objectifs dirigent l'action du gouvernement chinois dans les champs diplomatique, économique et sécuritaire.

Les relations bilatérales politiques entre la Chine et l'Asie centrale

La coopération Chine-Asie centrale s'opère à deux niveaux : au niveau multilatéral, principalement avec l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en 2001 sur une initiative chinoise ; et au niveau bilatéral depuis que la Chine a reconnu l'indépendance des anciennes républiques soviétiques en 1991.

Les relations de la Chine avec chacun des cinq États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) sont globalement bonnes comparées à d'autres voisins orientaux et méridionaux, malgré l'instabilité politique chronique existant dans certains États, par exemple au Kirghizstan. Même si la Chine partage 3 000 km de frontières avec trois États centre-asiatiques – le Kazakhstan (1 700 km), le Kirghizstan (1 000 km) et le Tadjikistan (700 km) – la question de la délimitation des frontières n'a

³⁸ Les principes de base de la politique étrangère chinoise sont « le voisinage est la priorité, les grandes puissances sont clés, les pays en développement sont la base, et le multilatéralisme est le cadre privilégié » (周边是首要、大国是关键、发展中国家是基础, 多边是重要舞台, *zhoubian shi shouyao, daguo shi guanjian, fazhanzhong guojia shi jichu, duobian shi zhongyao de wutai*).

pas donné lieu à d'inextricables impasses diplomatiques. La dernière normalisation frontalière date du traité signé entre la Chine et le Tadjikistan en avril 2010, comme le rappelle Zhao Huirong.

Mais les relations Chine-Asie centrale ne s'approfondissent vraiment que depuis moins d'une décennie, et plus encore depuis 2010. Depuis son accession au pouvoir, le Président Xi Jinping semble confirmer et intensifier cet élan de coopération avec l'Asie centrale, qu'avait entamé son prédécesseur Hu Jintao. Pour preuve, Sun Zhuangzhi dresse la liste des rencontres de haut niveau tenues depuis le début de 2013. Les Présidents du Kazakhstan et du Tadjikistan ont effectué des visites d'État à Pékin respectivement en avril et mai. En septembre, Xi a effectué une tournée en Asie centrale, se rendant au Turkménistan, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan, consacrant deux jours à chaque escale et visitant d'autres villes que les seules capitales, chose inédite pour un Président chinois³⁹.

Lors de ces différentes rencontres, pas moins de trois « partenariats stratégiques » (战略伙伴, *zhanlüe huoban*) ont été signés avec le Tadjikistan, le Kirghizstan et même avec l'État « éternellement neutre » (« 永久中立国 », *yongjiu zhongli guo*) du Turkménistan. Ces trois partenariats stratégiques viennent s'ajouter aux deux préexistants, conclus avec le Kazakhstan (2005) et l'Ouzbékistan (2012). En outre, la Chine a mis en place avec chacun des cinq États d'Asie centrale des commissions bilatérales de coopération économique, afin d'approfondir les échanges.

Dans le sillage du rapprochement politique entre la Chine et l'Asie centrale, la diplomatie culturelle se développe également, comme

³⁹ En comparaison, Sun Zhuangzhi relate que Jiang Zemin était le premier Président chinois à se rendre en Asie centrale quand il a visité trois pays en deux jours, en 1997.

le souligne Zhao Huirong. La coopération universitaire est principalement mise en valeur par le gouvernement chinois, avec l'accroissement du nombre de bourses universitaires délivrées chaque année et l'ouverture d'instituts Confucius au Kazakhstan, au Kirghizstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

La coopération économique entre la Chine et l'Asie centrale

Les échanges commerciaux Chine-Asie centrale restent relativement modestes. Néanmoins, le commerce entre la Chine et ses cinq voisins d'Asie centrale démontre un potentiel de croissance considérable. L'article détaillé de Zhao Huirong illustre ce potentiel. Le commerce bilatéral Chine-Kazakhstan, qui représente 70 % du commerce de la Chine avec l'Asie centrale, a augmenté en moyenne de 36 % par an ces dix dernières années pour atteindre 20,31 milliards de dollars en 2010. Le commerce bilatéral avec le Tadjikistan a atteint la même année 685 millions de dollars, soit 249 fois le volume de 1992. Les échanges avec le Kirghizstan étaient de 9 milliards de dollars en 2008, mais ont été fortement perturbés par la crise financière internationale et les troubles intérieurs. Le commerce bilatéral avec l'Ouzbékistan était de 2 milliards de dollars en 2010, en dépit de l'absence de frontières communes. Les échanges avec le Turkménistan sont encore très faibles, pour cette même raison. Sun Zhuangzhi résume la situation en indiquant que le volume du commerce effectué entre la Chine et les cinq États d'Asie centrale est passé de 460 millions de dollars en 1992 à 45,6 milliards en 2012.

Pour briser l'« enclavement » (内陆, *neilu*) des États d'Asie centrale, la Chine investit dans nombre de grands projets, dans les domaines des infrastructures, des transports, des télécommunications et de l'énergie. Ainsi, Zhao Huirong évoque quelques-uns de ces

projets, tels que la ligne de train à grande vitesse Astana-Almaty au Kazakhstan, la rénovation des routes menant du Xinjiang vers le Kirghizstan (Kashgar-Irkeshtam et Kashgar-Bishkek), la construction par la Chine des tunnels de Shahrstan et Chormaghazak dans l'État montagneux du Tadjikistan, ou encore la voie de chemin de fer Tukimachi-Angren en Ouzbékistan.

Le secteur de l'énergie attire également massivement les investissements chinois. La Chine est le premier importateur de pétrole kazakh, via le pipeline sino-kazakh en activité depuis 2006 – dont la phase II du projet est en cours de réalisation (pipeline Beyneu-Bozoy-Shymkent). En outre, la China National Petroleum Corporation (CNPC) a acquis en septembre 2013 8,33 % du gisement pétrolier de Kashagan (mer Caspienne), l'un des plus vastes au monde, pour cinq milliards de dollars.

En septembre également, précise Sun Zhuangzhi, les Présidents du Turkménistan et de Chine ont inauguré l'exploitation du gisement gazier de Galkynysh (« Renaissance »), développé majoritairement grâce à des fonds chinois, et qui permettra d'acheminer le gaz naturel turkmène en Chine via le pipeline Asie centrale-Chine. Ce dernier est opérationnel depuis 2010, avec l'ouverture des lignes A et B⁴⁰. La ligne C est en cours de construction, tandis que l'accord de construction de la ligne D⁴¹

⁴⁰ Ligne A et B *via* Turkménistan-Ouzbékistan-Kazakhstan-Chine.

⁴¹ Ligne D *via* Turkménistan-Ouzbékistan-Tadjikistan-

Kirghizstan-Chine. a été signé lors du sommet de septembre.

Hormis les hydrocarbures, la Chine finance également des lignes à haute tension comme au Tadjikistan (ligne Khujand-Ayni), ou des centrales hydroélectriques comme en Ouzbékistan (centrales d'Andizhan et d'Akhangaran).

La mise en réseau des États d'Asie centrale entre eux et avec la Chine permet donc une intensification des échanges. C'est dans cette optique, et sur le plan multilatéral cette fois, que Xi Jinping a proposé, dans un discours à l'université Noursoultan Nazarbaev à Astana au Kazakhstan, en septembre 2013, la construction d'une « zone économique de la route de la soie » (丝绸之路经济带, *sichou zhilu jingji dai*). Sun Zhuangzhi analyse cette idée comme une innovation dans la réflexion chinoise sur la coopération. Pour lui, il ne s'agit pas de créer un mécanisme multilatéral supplémentaire, mais de fonder un « modèle novateur » (创新的模式, *chuangxin de moshi*) de coopération, pour répondre aux inégalités économiques et géostratégiques entre les États d'Asie centrale.

« La région revêt une importance stratégique pour la Chine, pour au moins trois motifs étroitement liés : le développement de l'Ouest chinois, la stratégie de diversification des approvisionnements énergétiques et la sécurisation de la région autonome chinoise du Xinjiang. »

La coopération sécuritaire entre la Chine et l'Asie centrale

En parallèle, voire en amont, du développement de la coopération économique Chine-Asie centrale, la coopération en matière sécuritaire tient une place déterminante dans la relation de la Chine avec les pays d'Asie centrale.

Kirghizstan-Chine.

L'OCS est, pour la Chine, la figure de proue de cette coopération. Bien que l'OCS ne soit pas exclusivement consacrée à la sécurité, Gao Yusheng, ancien secrétaire général de l'Organisation, rappelle que le jour sa fondation en juin 2001 a été signée par les six États membres (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan) la « Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme » (打击恐怖主义、分裂主义和极端主义上海公约, *daji kongbu zhuyi, fenlie zhuyi he jiduan zhuyi shanghai gongyue*).

Gao Yusheng explique que les États membres de l'OCS sont tous confrontés à ces « trois forces » (三股实力, *sangu shili*), selon l'expression de rigueur en Chine. La Russie fait face à l'indépendantisme en Tchétchénie, l'Asie centrale est en proie au terrorisme et à l'extrémisme, tandis que la Chine est confrontée à ces trois maux dans la région du Xinjiang, face aux activistes du « Turkestan oriental » (东突, *dongtu*). Or, ces différents groupuscules et organisations agissent et interagissent selon des logiques transnationales. Ainsi, puisque ces menaces sont « non traditionnelles » (非传统, *feichuantong*) et « transnationales » (不分国界, *bufen guojie*), les États membres ne peuvent y faire face seuls. D'où l'intérêt, pour eux, d'unir leurs efforts.

Dans le cadre de l'OCS a été créé en 2004 la Structure régionale anti-terroriste (Rats), dont le siège est situé à Tashkent en Ouzbékistan, et dont l'actuel directeur est le Chinois Zhang Xinfeng⁴². Pour Li Wei, expert en contre-terrorisme, la RATS est la plate-forme de coopération la plus efficace pour le partage de renseignements et la coopération judiciaire.

Des « exercices militaires [conjoint] de lutte anti-terroriste » (反恐军演, *fankong junyan*)

⁴² Zhang Xinfeng était vice-ministre de la Sécurité publique en Chine avant de prendre ses fonctions à la tête de la Rats.

sont également organisés au sein de l'OCS, ainsi que des « exercices de maintien de l'ordre » (执法力量演习, *zhifa lilian lianxi*), qui comprennent des échanges de matériels et de technologies, ainsi que de renseignements. Certes, certaines puissances occidentales voient dans l'OCS la « version orientale de l'Otan » (东方版“北约”, *dongfang ban 'beiyue'*). Or, Gao Yufeng réfute cette analyse. Au contraire, il affirme que l'OCS crée un nouveau type de relation entre les États, qu'elle est fondée sur les principes de non-alignement et de non-antagonisme, et qu'elle n'est pas dirigée contre un tiers (不结盟, 不对抗, 不针对第三方, *bu jiemeng, bu duikang, bu zhendui disanfang*). Pour la Chine, poursuit Gao, l'OCS est donc à la fois le moyen de proposer un nouveau modèle de coopération, mais aussi un instrument de maintien de la sécurité et de la stabilité au Nord-Ouest du Xinjiang, condition sine qua non du développement économique de l'Ouest chinois.

En conclusion, la Chine semble exercer résolument un rôle de leader tant sur le plan bilatéral, qu'au sein des institutions multilatérales, comme l'OCS ou la potentielle zone économique de la route de la soie. Néanmoins, et comme le souligne Zhao Huirong, ceci ne doit pas occulter la position des États centre-asiatiques qui, d'une part, saisissent les opportunités croissantes d'une Chine émergente sur la scène internationale et qui, d'autre part, veulent voir se maintenir à tout prix les équilibres géopolitiques régionaux, qui les préservent d'une dépendance stratégique exclusive.



4. Les relations sino-indiennes, entre coopération et méfiance stratégique

MARTINA BASSAN

SOURCES :

- Li Li⁴³, « Une analyse des raisons de la maturation des relations sino-indiennes », *Xiandai guoji guanxi*, 3, 2013, p. 49-55.
- Wu Yongnian⁴⁴, « Commentaire : le “ dynamisme chinois ” à l’origine de la visite du Premier ministre indien en Chine », *Jiefang ribao*, 23 octobre 2013.
- Shi Hongyuan⁴⁵, « Un commentaire sur la coopération entre Inde et États-Unis dans le domaine de la défense », *Xiandai guoji guanxi*, n°11, 2012, p. 28-34.

La littérature académique chinoise concernant les relations sino-indiennes traite principalement des questions d’intérêt national

⁴³ Directeur adjoint et chercheur associé à l’institut sur l’Asie du Sud, du Sud-Est et de l’Océanie du CICIR. Ses recherches portent notamment sur l’Inde et l’Asie du Sud.

⁴⁴ Professeur à l’institut des langues orientales de l’université des langues étrangères de Shanghai.

⁴⁵ Chercheur post-doctorat en sciences politiques à la Fudan University, Shi Hongyuan est actuellement professeur associé à l’université d’économie et de finance de Guizhou.

et de renforcement du sentiment de confiance réciproque entre les deux pays. Mélange de pragmatisme réaliste et de perspective constructive, les sources sélectionnées ici abordent surtout la question sensible du contentieux sur les frontières⁴⁶ et la coopération croissante entre l’Inde et les États-Unis dans le domaine de la défense.

Li Li affirme dans son article qu’un « processus de maturation graduelle » (走向成熟的过程, *zou xiang chengshu de guocheng*) des relations sino-indiennes est en cours depuis 1988⁴⁷. Pour illustrer ses propos, il cite l’exemple de la question de la gestion des conflits territoriaux entre les deux pays et souligne les tentatives répétées pour résoudre efficacement ce différend. Depuis le communiqué de presse qui a suivi la célèbre visite effectuée par le Premier ministre indien Rajiv Gandhi en 1988⁴⁸, annonçant que les deux parties s’engageaient à œuvrer à la résolution des litiges frontaliers, beaucoup de progrès ont été accomplis. Li rappelle les

⁴⁶ Le contentieux territorial entre la Chine et l’Inde remonte aux années 1950, mais il s’est cristallisé lors de la brève guerre sino-indienne de 1962, la Chine revendiquant l’État indien rebaptisé Arunachal Pradesh, et que Pékin considère comme partie intégrante du Tibet, illégalement cédé par celui-ci aux Britanniques en 1914 (ligne McMahon). La Chine avait auparavant occupé les plateaux désertiques transhimalayens de l’Aksai Chin, stratégiques pour Pékin car ils relient le Tibet au Xinjiang. L’Inde considère l’Aksai Chin comme un prolongement du Ladakh, rattaché au Jammu-et-Cachemire. En 1963, la Chine a aussi récupéré, au nord du Cachemire, la vallée de la Shaksgam, cédée par le Pakistan et revendiquée également par New Delhi.

⁴⁷ Li identifie trois phases des relations sino-indiennes : la période d’amitié jusqu’en 1962 ; la « période glaciale » (冰凉期, *bingliang qi*) entre 1962 et 1988 ; la période de développement des relations sino-indiennes depuis la visite du Premier ministre indien en Chine en 1988 et le début d’un processus de normalisation.

⁴⁸ La visite en 1988 de Rajiv Gandhi a symbolisé la normalisation des relations entre les deux pays, et a coïncidé avec la création d’un « groupe de travail sur la délimitation des frontières ».

deux accords majeurs signés respectivement en 1993 et en 1996. Par le premier, les deux parties s'engageaient à sauvegarder la paix dans les territoires de la « ligne de contrôle effectif » à la frontière⁴⁹. Le deuxième prévoyait l'interdiction de toute action militaire dans ces mêmes territoires. En 2003, les deux pays ont également établi un mécanisme spécial de rencontres représentatives (特别代表会晤机制, *tebie daibiao huiwu jizhi*) pour discuter des questions frontalières, lequel a abouti en 2005 à un accord sur les paramètres politiques et les principes directeurs régissant la frontière Inde-Chine (关于解决边界问题政治指导原则的协定, *guanyu jie jue bianjie wenti zhengzhi zhidao yuanze de xieding*) – une véritable « avancée » (突破, *tupo*) d'après Li – suivi l'année suivante par la déclaration conjointe entre Chine et Inde⁵⁰.

Selon Li, les efforts que les deux pays ont réalisés pour que la question des frontières trouve finalement une résolution pacifique sont sans précédents et « évidents » (有目共睹, *you youmugongdu*). Certes, ajoute-t-il, une solution définitive n'a pas encore été trouvée, mais cela est surtout dû au manque de confiance et aux incompréhensions réciproques qui persistent entre les deux pays. Cette incompréhension serait d'ailleurs nourrie par les affirmations malveillantes des chercheurs occidentaux et d'une partie des médias indiens. Li accuse ceux-ci d'alimenter une « perspective de la confrontation » (对抗视角, *duikang shijiao*) en affirmant que les relations

⁴⁹ Très comparable à la ligne McMahon. Dans l'accord, les deux parties s'engageaient au respect de la « ligne de contrôle effectif » sans pour cela affirmer qu'il s'agissait d'une reconnaissance explicite de cette ancienne délimitation de leurs frontières communes.

⁵⁰ En octobre 2013, un quatrième accord Chine-Inde sur la coopération en matière de défense frontalière a été signé lors de la visite du Premier ministre indien Manmohan Singh à Pékin (voir : http://french.xinhuanet.com/chine/2013-10/24/c_132827853.htm). Ce dernier document n'est pas cité par Li, car son article a été publié avant cet évènement.

sino-indiennes sont antagonistes et en « abusant du concept de “guerre du dragon et de l'éléphant” pour déchiffrer les rapports sino-indiens » (“龙象之争”成为他们解读中印关系的惯用标签, “longxiang zhi zheng” chengwei tamen jidu zhong yin guanxi de guanyong biaoqian). Pour faire face à ce « battage » médiatique (炒作, *chaozuo*) concernant le conflit sino-indien, les dirigeants politiques des deux pays ont multiplié les rencontres de haut niveau et mis en œuvre un mécanisme formel d'échanges. Parallèlement, ils ont encouragé le développement des relations bilatérales dans certains secteurs.

Wu Yongnian souligne lui aussi l'importance et la signification des visites de haut niveau – citant notamment la récente visite de Manmohan Singh à Pékin. D'après le chercheur, le Premier ministre de l'Inde, en annonçant de nouvelles mesures économiques et financières visant à encourager les investissements chinois dans son pays, espère renforcer la coopération avec la Chine et s'appuyer sur le « dynamisme chinois » (中国动力, *zhongguo dongli*) pour surmonter la situation très critique dans laquelle se trouve l'économie indienne. Par ailleurs, l'atténuation des mesures restrictives concernant les visas délivrés aux citoyens chinois se rendant en Inde – annoncée à la même occasion – aurait pour but de promouvoir le tourisme, mais aussi d'accroître le sentiment de confiance réciproque entre les deux pays.

D'après Li, la séparation de la question sensible des frontières et de celle de la coopération potentielle dans d'autres domaines a justement pour objectif de promouvoir les échanges et le sentiment de confiance. L'auteur souligne à quel point les deux pays ont investi dans le travail de communication et favorisé le commerce bilatéral, la coopération dans le domaine de la finance⁵¹, des

⁵¹ Depuis 2006, les deux pays ont déjà tenu cinq éditions des « dialogues sur la finance » au sujet de la

ressources énergétiques et de l'échange de technologie⁵², ainsi que les échanges humains notamment académiques et touristiques. Qu'il s'agisse d'un « accord transitoire de court terme » (权宜下的短暂和睦, *quanyi xia de duanzan hemu*) ou d'une « stratégie politique de long terme » (运筹中的长远有治, *yunchou zhong de changyuan youzhi*), on ne peut pas nier, selon Li, que les deux pays mettent progressivement en œuvre une nouvelle forme de partenariat entre grandes puissances, représentative d'une nouvelle typologie de relations entre grands pays. Ainsi, l'Inde et la Chine ne se conçoivent non plus comme des « adversaires » (对手, *duishou*) ou des « compétiteurs » (竞争者, *jingzhengzhe*), mais comme de véritables partenaires au sein d'une coopération aux bénéfices mutuels.

Cette coopération se prolonge d'ailleurs dans le domaine sécuritaire et des échanges militaires. Li rappelle par exemple la visite en Inde, en 2004 et 2005, de Cao Gangchan, ministre de la Défense chinois, suivie en 2006 par celle du ministre de la Défense indien, et couronnée par la signature entre les deux pays d'un mémorandum de coopération et d'échange sur les questions de défense entre Chine et Inde (中印国防部防务领域交流与合作谅解备忘录, *zhongyin guofangbu fangwu lingyu jiaoliu yu hezuo liangjie beiwanglu*). En 2007 les deux pays ont aussi établi un système de dialogue entre leurs ministères de la Défense respectifs. Au cours des dernières années, l'Inde et la Chine ont même mené des manœuvres

crise financière internationale.

⁵² En 2006, l'Inde et la Chine ont signé un mémorandum d'entente sur la coopération dans les domaines du gaz et du pétrole ; et en 2010, un mémorandum d'entente sur la coopération dans les technologies vertes.

militaires conjointes (en 2003, 2007, et 2008). Même si celles-ci ont été suspendues en 2010 en raison d'un différend au sujet des visas, les dialogues militaires ont repris fin 2011. En septembre 2012, le ministre de la Défense chinois Liang Guanglie s'est rendu en Inde, et les deux parties ont depuis relancé et renforcé la coopération dans le domaine militaire ce qui, d'après Li, représente un signe de la maturation des relations sino-indiennes.

« Les difficultés rencontrées dans la résolution des litiges frontaliers font que les deux parties "n'osent pas alléger leurs dispositifs militaires". »

L'optimisme de Li s'amenuise toutefois vers la fin de son article, quand il admet que, malgré ces progrès tangibles, la confiance mutuelle dans le domaine militaire demeure encore très faible. D'autre part, les difficultés rencontrées dans la résolution des litiges frontaliers font que les deux parties « n'osent pas alléger leurs dispositifs militaires » (不敢放松军事准备, *bugan fangsong junshi*

zhunbei). Il avoue qu'il existe encore de nombreux défis. Notamment, avec l'émergence économique des deux pays, leurs intérêts spécifiques se sont accrus. À long terme, cela entraînera, selon l'auteur, une « compétition réciproque inévitable » (由此引发的相互竞争在所难免, *youci yinfa de xianghu jingzheng zaisuonanmian*).

Shi Yongyuan aborde également la question des intérêts indiens et chinois et de la compétition qu'ils peuvent nourrir entre les deux pays. Il propose pour sa part une évaluation plus globale de l'attitude de l'Inde vis-à-vis de la Chine, dans un contexte qui ne se limite pas aux simples relations bilatérales, mais qui tient compte des États-Unis. Comme Li, il pense que l'objectif de l'Inde, à présent, est de devenir une grande puissance, d'occuper une place importante sur la scène internationale et de construire un environnement extérieur

favorable à ses aspirations. Il est cependant en désaccord total avec Li quand il affirme que la stratégie indienne vise à atteindre cet objectif en s'appuyant non pas sur la puissance économique chinoise, mais plutôt sur la puissance militaire américaine. Cette stratégie viserait principalement à contenir l'expansion de la Chine dans la région, via un renforcement de l'alliance militaire indienne avec Washington.

Shi met en garde la Chine contre l'approfondissement de la coopération indo-américaine dans le domaine sécuritaire, et explique qu'il est nécessaire de « prendre des précautions » (未雨绸缪, *weiyuchoumou*) afin d'éviter que ces manœuvres ne nuisent à la sécurité et aux intérêts chinois. Selon Shi, les dirigeants politiques indiens sont persuadés que, bientôt, la Chine pourra représenter une véritable menace pour l'Inde. Les forces armées indiennes ont d'ailleurs plus d'une fois publiquement prévenu le gouvernement en affirmant que le décalage entre les puissances militaires indienne et chinoise est de plus en plus patent ; l'ancien chef des forces aériennes indiennes a même proclamé que la Chine représente une menace bien plus importante que le Pakistan. Ces conditions viennent entraver le projet des dirigeants indiens, qui souhaitent, selon Shi, que l'Inde atteigne à moyen terme une position équivalente à celle de la Chine sur le plan militaire. Ces dirigeants pensent, ajoute-t-il, que l'Inde doit saisir cette opportunité unique de modifier la structure des pouvoirs et des relations entre puissances en Asie. Dans cette perspective, New Delhi essaie de faire face à l'émergence graduelle de la Chine en renforçant la puissance nationale indienne afin de maintenir une « capacité continue de compétition » vis-à-vis de Pékin (对中国的持续竞争力, *dui zhongguo de chixu jingzhengli*) voire, si nécessaire, une capacité de « recours à la dissuasion » (对中国构成一定威慑, *dui zhongguo goucheng yiding weishe*). L'approfondissement des relations

avec Washington constitue le pivot de cette stratégie : la coopération militaire et sécuritaire avec la puissance américaine permettra à l'Inde de renforcer sa capacité militaire à travers l'acquisition d'armes américaines, la multiplication de ses sources d'importation et l'accès à la technologie avancée américaine. Pour New Delhi et Washington, ce n'est qu'à travers un renforcement de son hard power que l'Inde pourra contrebalancer l'action de la Chine dans la région et se préparer à toute situation potentielle de confrontation directe.

Mais qu'est-ce que cela implique pour la Chine ? Tout d'abord, dit Shi, la coopération sécuritaire entre l'Inde et les États-Unis dans l'océan Indien et jusqu'au Pacifique Ouest a pour l'objectif de « contenir » (牵制, *qianzhi*) la Chine. Elle a déjà accru les tensions autour des routes de navigation dans l'océan Indien et créé un « défi sécuritaire » (安全挑战, *anquan tiaozhan*). Or, avec l'accroissement des capacités militaires maritimes indiennes, les activités de l'Inde en mer de Chine méridionale et dans l'océan Pacifique occidental pourraient devenir de plus en plus fréquentes, ce qui pourrait contribuer in fine à déclencher un conflit entre Chine et Inde. Par ailleurs, en ce qui concerne la sécurité terrestre, la coopération entre l'Inde et les États-Unis sur les questions de sécurité a d'ores et déjà causé une élévation de la « pression sécuritaire » (安全压力, *anquan yali*) aux frontières occidentales de la Chine. Dans l'avenir, l'Inde pourra utiliser les armes de technologie avancée achetées aux États-Unis, et ce jusqu'aux territoires frontaliers de la Chine, et « s'appuyer sur la force américaine pour faire pression sur la Chine » (借助美国的力量向中国施压, *jiezhu meiguo de lilian xiang zhongguo shiya*). Cela lui permettrait de se ménager une marge de manœuvre importante en cas de négociation avec Pékin, et ainsi de contraindre la Chine à un compromis sur la question des frontières. En tout cas, ce qui est certain, d'après Shi, c'est que, dans le cadre

d'une compétition accrue entre Washington et Pékin, l'attitude de l'Inde vis-à-vis des deux puissances sera décisive, notamment pour la définition de la structure géopolitique eurasienne au XXI^e siècle.

APRÈS LE III^e PLÉNUM

5. Vers un « État de droit » pour l'économie

HUGO WINCKLER

SOURCES :

- Xie Zhusheng⁵³, « État de droit ou réforme : qui est l'oiseau en cage ? », *Nan Fengchuang - South Reviews*, 22 novembre 2013.
- Hu Jianmiao⁵⁴, « Point(s) saillant(s) du III^e Plénum du XVIII^e Congrès concernant l'État de droit », *Xuexi shibao - Study Times*, 25 novembre 2013.
- Jiang Huiling⁵⁵, « Les problèmes concrets que présente la réforme de l'organisation judiciaire », *Cajjing*, 4 décembre 2013.
- Xia Nan⁵⁶, « De la réforme de la justice à la justice en réforme », *Cajjing wang*, 10 décembre 2013.

La place du droit et son rôle face au politique ont été au centre du débat académique en Chine depuis de nombreuses années, que cela soit à propos de la réforme de la

⁵³ Ancien doyen de la faculté de droit de l'université de Hong Kong.

⁵⁴ Professeur de droit à l'université du Zhejiang.

⁵⁵ Juge à la Cour populaire suprême.

⁵⁶ Nom de plume de Chu Wangtai, avocat au cabinet Beijing Huayi. Il commente fréquemment l'actualité juridique dans la presse.

procédure pénale, de l'annonce de la réforme du système de rééducation par le travail, du problème de la corruption des juges ou encore du débat sur la constitutionnalisation du gouvernement. C'est donc naturellement que ces préoccupations ont été répercutées dans l'agenda du III^e Plénium du XVIII^e congrès du PCC. La promotion d'un nouvel État de droit reposant sur des bases plus solides a été annoncée. Mais quel est ce nouvel État de droit chinois ?

Xi Jinping, dans ses discours du 24 janvier 2012 et du 23 février 2013, avait souligné l'importance de poursuivre le développement de l'État de droit en Chine. Hu Jianmiao revient sur les termes utilisés par Xi Jinping pour qualifier cet État de droit : un État de droit « à la chinoise » (中国版, *Zhongguo ban*) car l'État de droit ne saurait se faire hors de la spécificité chinoise, et « de synthèse » (综合版, *zonghe ban*) car il ne s'agit pas d'établir seulement un État de droit, mais aussi une société régie par le droit. Le projet de Xi Jinping est ambitieux, et rendu nécessaire par les impératifs économiques auxquels est confrontée la société chinoise.

Les Décisions centrales sur quelques points importants de l'approfondissement global de la réforme (中央关于全面深化改革若干重大问题的决定, *zhongyang guanyu quanmian shenhua gaige ruogan zhongda wenti de jueding*, ci-après les « Décisions »), issues du III^e Plénium, établissent notamment un plan de réforme juridique. Celui-ci comprend la suppression des camps de rééducation par le travail, la rationalisation du système de financement et de compétence des tribunaux, la diminution des incriminations passibles de la peine de mort, la systématisation du respect de la Constitution dans les procédures, ou encore la protection accrue de la propriété privée contre toute forme d'atteinte. Le point 9 de ce document précise par ailleurs le programme visant au

développement de l'État de droit. Finalement, Meng Jianzhu⁵⁷ a publié en novembre 2013 dans le *Quotidien du peuple* un article intitulé « Approfondir la réforme de l'organisation judiciaire » (深化司法体制改革, *shenhua sifa tizhi gaige*), revenant sur les réformes annoncées. Chacun de ces éléments marque des avancées notables et a soulevé des débats, dont nous allons tenter de rendre la teneur, en identifiant et en analysant les clefs de la réforme proposée.

Ce qui devrait changer

Le projet de réforme cherche à établir les conditions structurelles de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les différents éléments mis en avant sont encore au stade de projet, mais les bases semblent jetées. Il s'agit maintenant de surveiller l'évolution de l'institution judiciaire chinoise. Pour analyser ce projet, nous en présentons le compte rendu dressé par Jiang Huiling.

Mise en place d'un système unifié de paiement des salaires et d'un système unique de nomination et de démission des juges

L'élément le plus central de la réforme est la refonte du système de financement de la justice, concernant à la fois la rémunération des juges et les frais de fonctionnement des tribunaux et s'appliquant aux tribunaux et aux organes d'enquêtes. La gestion du budget de la justice devrait être confiée à une instance unique, établie à l'échelon administratif de la province (法检省级统管, *fajian shengji tongguan*). Une telle évolution était encouragée de longue date par le monde académique, qui y voit l'une des garanties fondamentales de l'indépendance des juges. Jiang Huiling rapporte qu'un système central eut été trop complexe à mettre en place, et un système local soumis de facto au politique. En séparant

⁵⁷ Successeur de Zhou Yongkang à la tête de la Commission des affaires politiques et judiciaires.

système de rémunération et intérêts locaux, la réforme veut offrir au secteur judiciaire les moyens structurels de son indépendance. Le système devrait être double, comprenant un système de rémunération nationale pour la Cour suprême et les hautes juridictions (最高法院和高级法院, *zuigao fayuan he gaoji fayuan*), et un système de rémunération provinciale pour les cours des échelons de base et intermédiaire (基层法院, *jiceng fayuan*, 中级法院, *zhongji fayuan*). Ce découplage devrait permettre, selon l'auteur, d'éviter la plupart des conflits d'intérêts.

Un autre élément-phare de la réforme serait la mise en place d'un « désalignement » des ressorts juridiques et administratifs (两区适当分离, *liangqu shidang fenli*). En bref, un juge aurait une compétence couvrant partiellement plusieurs districts administratifs, et sa nomination échapperait au pouvoir des cadres locaux. Ainsi, la mise en place de ces deux ressorts de compétence aurait pour but d'éviter l'existence de réseaux d'influence entre le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire, créant ainsi deux logiques d'intérêt parallèles, et rendant la corruption du juridique plus coûteuse, car un même responsable local serait sous la compétence de plusieurs juges.

Selon l'auteur, cette mesure est cruciale, mais il faudra également que les cours de justice puissent fixer de manière indépendante leur budget, sans que le pouvoir administratif puisse le modifier ou le diminuer. L'auteur met aussi en avant la nécessité d'une péréquation entre les différentes provinces. Le système sera provincial mais il faut que les provinces les moins avancées puissent aussi obtenir un financement suffisant pour assurer le

développement de leur système judiciaire.

Procédure pénale et droit pénal

Les Décisions mettent en avant le renforcement des garanties du droit de propriété, avec l'établissement de garanties juridiques entourant les différentes modalités de la saisie administrative des biens privés. En outre, le projet de réforme veut aller vers un accroissement de la responsabilité des enquêteurs lors de la phase d'enquête, pour empêcher l'extorsion d'informations et la fabrication de fausses preuves. Enfin, la réforme devrait entraîner la suppression de treize chefs d'inculpation pouvant entraîner le prononcé d'une peine de mort, notamment dans le cas de crimes économiques non violents. Le système de réduction des peines devrait aussi être revu.

« Le droit peut permettre de "mettre de l'ordre au sein du chaos" que représente le développement économique de la Chine.»

Suppression des camps de rééducation par le travail

La suppression de ces camps avait été annoncée depuis longtemps⁵⁸ et n'est que la conséquence de décisions politiques préalables. Le fait que la réforme du système de rééducation par le travail soit clairement mentionnée dans les Décisions représente néanmoins une avancée majeure, saluée par les auteurs, vers une plus grande protection des libertés fondamentales en Chine.

Donner un sens au changement

Ce que nous révèle la méthodologie de la réforme

⁵⁸ Voir Hugo Winckler, « Vers l'abolition des camps de rééducation par le travail », *China Analysis*, n° 42, avril 2013.

Xia Nan analyse le processus de réforme. Il note que, depuis une quinzaine d'années, le système judiciaire a principalement évolué au coup par coup, en réponse à des événements ponctuels. Ces évolutions n'avaient donc pas trouvé leur origine dans les instances politiques, mais plutôt au sein de l'organisation judiciaire elle-même. L'auteur décrit à cet effet un système judiciaire en mutation. Or, dans le cas présent et dans le cadre des Décisions, on passe, selon l'auteur, à un système judiciaire sous le « coup de la réforme » (被⁵⁹ 改革, *bei gaige*). Désormais, les évolutions judiciaires prennent pour source un travail concerté et systématique du pouvoir politique et, d'ailleurs, la réforme actuelle est intimement liée au travail effectué au niveau national et local par la Commission des affaires politiques et judiciaires (政法委, *zhengfa wei*). Il y a donc reprise en main par le Parti de la réforme de la justice.

C'est pourquoi, d'après l'auteur, il s'agit du premier projet de réforme majeure depuis de nombreuses années, marquant une volonté profonde et vive du pouvoir. Toutefois, l'auteur termine son article avec un point de vue très critique. Il manque à cette réforme un élément déterminant : la participation sincère et motivée de la population. Sans celle-ci, ce projet reste endogène au Parti. Le travail minutieux de recherche et de préparation de la réforme n'a été le fruit que du travail de la Commission des affaires politiques et judiciaires et, en tant que tel, demeure un outil au service du pouvoir.

Ce que nous révèle l'emphase économique de la réforme

Cette réforme *top-down* (顶层设计, *dǐngcéng shèjì*), selon l'expression de Xia Nan, a pour objectif principal d'accompagner la réforme économique lancée par le III^e Plénum.

⁵⁹ 被, marqueur de la forme passive, est fréquemment utilisé dans la presse chinoise pour évoquer l'action du Parti, sans le nommer.

Xie Zhusheng explique que la réforme du droit n'est pas présentée comme une amélioration purement juridique, mais plutôt comme un ajustement du système juridique à la logique du marché. Elle est même indispensable, d'après l'auteur, pour que la croissance puisse se maintenir en Chine. Le droit s'adapte ainsi à la transformation de l'économie. Cet élément est primordial pour saisir l'enjeu de la réforme, qui vise à créer un système juridique plus indépendant, et plus à même de jouer un rôle de régulateur dans le développement économique de la Chine.

Cette remarque de Xie Zhusheng dévoile donc un État de droit à vocation économique. Le droit peut permettre de « mettre de l'ordre au sein du chaos » (拨乱反正, *boluanfanzheng*) que représente le développement économique de la Chine. La logique de marché est maintenant assez développée, mais la protection du droit est encore trop faible. La logique suivie, dite « doctrine de la priorité »⁶⁰ (先行思维, *xianxing siwei*), veut que soit d'abord mise en place la réforme économique puis l'amélioration du droit pour consolider les progrès de la réforme.

L'auteur note que, en conséquence, la réforme économique apparaît comme une fin qui justifierait tous les moyens. « Le droit est l'« oiseau en cage » de la réforme » (法治成了改革的“笼中之鸟”, *fazhi chengle gaige "longzhong zhiniao"*). Toutefois, une telle réforme du droit avec pour point de mire l'économique ne peut s'effectuer sans un minimum de répercussions sur le pouvoir politique, alors que l'on passe de la « main visible » (看得见的手, *kāndéjiàn de shou*) du Parti, régulateur central de l'économie, à la main invisible du marché. L'auteur relève que la transformation de Shanghai en zone de libre-échange est peut-être le paragon du modèle à venir. Cette zone économique devrait établir les conditions juridiques concrètes pour s'assurer que le Parti ne peut pas intervenir

⁶⁰ Expression de Deng Xiaoping.

dans les relations économiques privées. On passerait alors d'une logique de « gestion » (管理, *guanli*) à une logique de « gouvernance » (治理, *zhili*).

Cette mise en perspective du droit comme outil économique ouvre une grille de lecture puissante pour l'analyse du débat concernant la réforme du droit, et établit un schéma explicatif intéressant pour comprendre le débat sur la constitutionnalisation du gouvernement qui a précédé le XVIII^e Congrès⁶¹. Le nouvel État de droit en Chine est économique et non pas politique ; le débat sur l'État de droit a été scindé en deux branches différentes. Dès lors, comme souvent en Chine, la question la plus pertinente pour comprendre la réforme est de s'interroger sur ce qui lui échappe.



6. Appliquer les réformes : despotisme éclairé contre groupes d'intérêt

AGATHA KRATZ

SOURCES :

- Ding Xueliang⁶², « Après le III^e Plénum : paroles en l'air contre mise en place », *Financial Times - version chinoise*, 26 novembre 2013.
- Éditorial, « Il ne faut pas surestimer le pouvoir des "groupes d'intérêts" », *Huanqiu shibao*, 20 novembre 2013.
- Liu Shengjun⁶³, « Comment la Chine brisera-t-elle la barrière des intérêts particuliers ? », *Aisixiang*, 23 décembre 2013.
- Wu Guoguang⁶⁴, « Modernisation à la chinoise : discussion sur le III^e Plénum

⁶² Professeur au département des sciences sociales de la Hong Kong University of Science and Technology.

⁶³ Vice-président de l'institut de recherche CEIBS Lijiazui International Finance.

⁶⁴ Il a été tour à tour secrétaire général à la CASS (Chinese Academy of Social Sciences), rédacteur en chef de la section opinion du *Quotidien du peuple*, membre du bureau du groupe de discussion sur la réforme du système de gouvernement du Comité central du Parti communiste, chercheur à Harvard, à la Columbia University et à la Chinese University of Hong Kong, ainsi que professeur dans de nombreuses autres universités chinoises et internationales.

⁶¹ Voir le dossier précédent de *China Analysis*.

du XVIII^e Congrès », *Epoch Times*, 29 novembre 2013.

- Zhang Qianfan⁶⁵, « Les risques d'une réforme centralisée », *Financial Times - version chinoise*, 20 novembre 2013.

Les premières réactions publiques des chercheurs chinois aux annonces du III^e Plénum sont plutôt consensuelles : ceux-ci sont pour la plupart satisfaits du plan de réforme proposé et reconnaissent le caractère « étendu » (广, *guang*), « profond » (深, *shen*), et « complet » (全, *quan*) des « 60 Décisions »⁶⁶. Nombreux sont ceux qui estiment que celles-ci sont susceptibles d'engendrer un véritable « dividende des réformes » (改革红利, *gaige hongli*). Les auteurs sont plus critiques cependant sur leur caractère extrêmement centralisé, et alertent sur les difficultés que celles-ci pourraient rencontrer dans leur mise en œuvre.

Une réforme trop centralisée

Le caractère hypercentralisé de la réforme lancée par Xi Jinping lors du III^e Plénum est souligné par un certain nombre d'auteurs comme Zhang Qianfan et Wu Guoguang, qui font le lien avec la centralisation accrue du pouvoir qui s'est opérée depuis l'accession de Xi Jinping à la tête de l'État, et qui pourrait selon eux constituer un obstacle aux réformes. Wu Guoguang en fait en l'élément marquant du III^e Plénum, Zhang Qianfan parlant même de *one man show* (独角戏, *dujiaoxi*) gouvernemental.

⁶⁵ Professeur d'études constitutionnelles à l'université de Pékin.

⁶⁶ Les 60 « Décisions centrales sur quelques points importants de l'approfondissement global de la réforme » (中央关于全面深化改革若干重大问题的决定, *zhongyang guan yu quanmian shenhua gaige ruogan zhongda wenti de jue ding*) ont été adoptées par les 373 membres (permanents et non permanents) du Comité central le 15 novembre 2013 et rendues publiques le jour même. Elles constituent la feuille de route de l'administration Xi Jinping en matière de réforme.

Le *Huanqiu shibao* livre, comme à son habitude, une critique plus réservée. L'éditorial note que le succès de la réforme dépendra très largement des bénéficiaires qu'en tireront toutes les couches d'une société chinoise qui se complexifie. Cette complexification rend d'ailleurs de plus en plus difficile la mise en œuvre des plans purement « du haut vers le bas » (自上而下, *zishangxia*). La réforme proposée devra donc surmonter cette difficulté.

La critique de Zhang Qianfan est plus directe. Selon l'auteur, six propositions principales avaient été soumises au gouvernement par des chercheurs et experts avant le III^e Plénum⁶⁷. Trois de ces principes ont été repris dans les « Décisions » : la réforme économique, la réforme judiciaire et le respect de la Constitution. En revanche, les trois autres recommandations sont absentes du projet final : démocratisation du parti, standardisation des élections et extension de la liberté d'expression ; une « omission » qui illustre selon l'auteur le très fort leadership gouvernemental sur ces réformes, lancées, menées et contrôlées sur un mode très centralisé par les dirigeants de haut niveau. Or, ce schéma est contraire au principe consistant à « déléguer des pouvoirs à la société » (社会放权, *shehui fangquan*), pourtant promu par le gouvernement, mais qui ne peut se concrétiser sans que les trois principes manquants soient intégrés au programme de réforme, et sans que soient donnés au « peuple » (民众, *minzhong*) ou à la « société » (社会, *shehui*) les moyens d'une participation active et efficace au processus. Selon l'auteur, cela traduit la crainte du gouvernement de voir remis en question le dogme du Parti unique (一党, *yidang*). Mais en excluant cette participation, les dirigeants ont bel et bien réduit cette réforme à « une affaire

⁶⁷ Au sein d'une publication conjointe de 70 académiques chinois, intitulée « Proposition écrite pour un consensus sur la réforme » (改革共识倡议书, *gaige gongshi changyishu*).

interne du gouvernement » (改革成了政府自己的内部事务, *gaige chengle zhengfu ziji de neibu shiwu*).

De plus, le choix de la centralisation est périlleux, car il fait reposer la réforme sur deux présupposés contestables : l'équipe dirigeante est « bienveillante » (善心, *shanxin*) et elle est « omnipotente » (万能, *wanneng*). La première hypothèse est dangereuse car elle accorde trop d'importance au facteur humain. La deuxième est irréaliste, car aussi « bienveillants » soient-ils, les sept membres du Comité permanent ne pourront superviser seuls tous les aspects de la réforme. Ils devront donc déléguer certaines compétences à d'autres organes, aux pouvoirs importants ; d'où un risque d'« abus » (滥用, *lanyong*) et de « corruption », selon l'auteur. En conséquence, pour suivre le progrès des réformes, les dirigeants centraux devront se fier à des sources d'information parfois faussées ou manipulées, et s'en remettre à une bureaucratie tentaculaire, difficile à contrôler parfaitement. Finalement, en rejetant la participation de la population, le gouvernement se prive d'un système d'information puissant – la surveillance civile –, qui a pourtant permis par le passé de mettre en lumière des abus de pouvoirs et autres obstructions des politiques centrales.

Wu Guoguang reprend la critique de Zhang Qianfan sous un autre angle. Selon lui, ce projet de réforme reproduit – et c'est sa principale « faiblesse » (败笔, *baibi*) – un « modèle chinois néfaste au pays » (中国模式的弊病, *zhongguo moshi de bibing*). Ce modèle se caractérise par la coexistence d'un marché néolibéral et d'une « dictature » (专制, *zhuanzhi*), très favorable aux « malversations » (弊端, *biduan*). Or, au lieu d'atténuer ce modèle, la réforme proposée consacre plus de pouvoir et davantage de marché. Wu rappelle qu'il se considère lui-même comme un « libéral » (自由派, *ziyoupa*), mais que, dans

la situation actuelle, le marché n'est pas la solution. Au contraire, son assujettissement à la règle de droit et à la démocratie est essentiel. En l'absence de ces améliorations, les « malversations » n'iront qu'en s'accroissant, suscitant un « clivage au sein de la société » (社会分化, *shehui fenhua*), une aggravation de la situation environnementale ainsi qu'un déclin de l'esprit moral.

Gare aux groupes d'intérêts

La notion de « groupe d'intérêts » (利益集团, *liyijituan*) est aussi régulièrement citée comme principal obstacle potentiel au succès des réformes. Hu Shuli⁶⁸ elle-même a multiplié les éditoriaux, en anglais et en chinois, mettant en garde Xi Jinping et son Leading Small Group pour la réforme (中央全面深化改革领导小组, *zhongyang quanmian shenhua gaige lingdao xiaozu*) contre les « intérêts particuliers » (既得利益, *jide liyi*) qui pourraient compliquer la tâche des réformateurs.

Ding Xueliang cite, pour attester de l'influence des groupes d'intérêts en matière économique, un sondage du 23 novembre⁶⁹ selon lequel 75 % des personnes interrogées considèrent que la principale barrière aux réformes sera les groupes d'intérêts, et notamment les gouvernements locaux et les entreprises d'État. Zhang Qianfan rappelle quant à lui que les groupes d'intérêts ont tiré d'immenses avantages des réformes passées, et notamment dans les années 1980, sous formes de profits industriels mais aussi des bénéfices de la corruption, ce qui a provoqué un fort ressentiment de la population et notamment mené aux événements de 1989. Après cela, les groupes d'intérêts ont à nouveau eux-mêmes géré ou largement influencé les réformes, s'assurant des

⁶⁸ Rédactrice en chef de *Xin shiji* et l'une des commentatrices économiques les plus renommées, respectées et écoutées en Chine continentale.

⁶⁹ Sondage paru le 23 novembre dans le *Xin Jingbao*.

bénéfices substantiels.

C'est pourquoi, selon Ding Xueliang, le point le plus déterminant de la nouvelle vague de réforme est l'affirmation du « caractère décisif » (决定性, *juedingxing*) du marché. C'est désormais celui-ci, et non plus les groupes d'intérêts, qui doit donner le la en matière économique. Ainsi, le succès final du plan de réforme dépendra largement de sa capacité à mettre en œuvre cette évolution. Mais comment s'assurer que les groupes d'intérêts ne viendront pas perturber la mise en place des réformes ?

Ding propose un plan d'action en trois volets. Premièrement, il faut « s'occuper des hommes avant de s'occuper des affaires » (先办人后办事, *xian banren hou banshi*). Selon ce principe, pour que la réforme soit un succès, il faut s'assurer non seulement de l'appui du peuple, mais aussi et surtout du soutien des personnes clés, en s'assurant que celles-ci sont mobilisées et disposées à mettre en œuvre le plan de réforme. La méthode que Ding propose pour s'assurer du soutien de l'appareil gouvernemental est radicale : il faut « révoquer » (撤职, *chezhi*), voire « punir » (惩处, *chengchu*) toute personne qui s'opposera à la réforme. Ding suggère pour cela de se reposer sur la puissante Commission centrale d'inspection de la discipline, et préconise une utilisation accrue de la procédure du *shuanggui*⁷⁰. Il ajoute qu'évidemment, il ne souhaite pas un recours abusif ou illégal à ce dispositif, mais que seul un pouvoir suffisamment coercitif pourra brider les

⁷⁰ Le *shuanggui* est une procédure interne permettant au Parti communiste chinois d'enquêter sur ses membres. Pour plus d'information, voir l'article: Marc Julienne, « La police interne du Parti : Dans l'ombre du *shuanggui* », *China Analysis*, n° 46, décembre 2013.

groupes d'intérêts, qui ont déjà trop accaparé les bénéfices de la croissance et des réformes passées⁷¹.

Deuxièmement, il faut se donner des objectifs chiffrés et mettre en place des procédures d'audit pour mesurer les résultats atteints. Selon Ding, les « 60 Décisions » sont, comme beaucoup de projets de réformes passés, un texte essentiellement « philosophique » (哲学, *zhexue*), qui ne convient pas aux politiques économiques. Pour que cette vague de réforme soit un succès, il faudra donc décliner les grandes directions énoncées en autant d'objectifs quantifiables, pour motiver l'administration. Ici aussi, la méthode proposée est radicale : il faut sévèrement punir les cadres qui n'atteignent pas les objectifs fixés.

« En excluant cette participation [du peuple], les dirigeants ont bel et bien réduit cette réforme à "une affaire interne du gouvernement". »

Troisièmement, pour que ces objectifs chiffrés aient un réel impact, il faut absolument publier le détail des politiques et des réalisations concrètes attendues, pour permettre un contrôle populaire. Sans transparence, explique l'auteur, les abus de pouvoir et la corruption resteront la norme.

Tout comme Ding Xueliang et Liu Shengjun, le *Huanqiu shibao* identifie les agents gouvernementaux et les entreprises d'État comme les principaux groupes d'intérêts. Néanmoins, il relativise le potentiel de nuisance de ces groupes, qu'il considère plutôt comme des « communautés d'intérêts » (利益群体, *liyiqunti*). Selon le *Huanqiu shibao*, aucun de ces groupes, même le plus puissant, ne

⁷¹ Il prend comme exemple et vante les mérites des procédures lancées contre Chen Liangyu sous Hu Jintao et Wen Jiabao, et contre Jiang Jiemin sous Xi Jinping et Li Keqiang.

dispose d'un pouvoir suffisant pour influencer sur la mise en place des réformes, et le pouvoir central conserve sur eux une « autorité totale » (绝对权威, *juedui quanwei*). L'éditorial note également que d'autres pôles d'intérêts concurrents existent dans la société chinoise – et sur Internet notamment – qui ont démontré leur force en s'opposant par exemple à des expulsions forcées ou à des projets industriels polluants. Ces groupes, traditionnellement défavorisés, ont prouvé ces dernières années leur pouvoir d'influence significatif en cas de mécontentement. C'est pourquoi la grille de lecture opposant groupes d'intérêts et réforme est trompeuse et risque de diviser les Chinois entre opposants et partisans de la réforme. Clivage factice, estime l'auteur, car les « Décisions » sont si larges et si profondes qu'elles affecteront toutes les couches de la population. Et chaque Chinois, quel que soit son milieu, appartiendra nécessairement à une ou plusieurs « communautés d'intérêts » confrontées aux réformes.

Enfin, Liu Shengjun considère pour sa part que les groupes d'intérêts ne sont que l'un des trois obstacles potentiels à la réforme, les deux autres étant la résistance idéologique et l'inertie bureaucratique. Il convient toutefois que les intérêts particuliers seront les plus difficiles à éliminer, car les principaux groupes d'intérêts sont extrêmement puissants. Parmi eux, certaines agences gouvernementales comme la NDRC (National Development and Reform Commission) et la CRSC (China Securities Regulatory Commission), dont l'autorité pourrait être grandement affectée par les réformes ; mais aussi les grandes entreprises d'État, qui cumulent position de monopole et traitement préférentiel, et sont dispensées de verser des dividendes.

Selon l'auteur, il existe trois solutions – à l'efficacité variable – pour faire fléchir ces groupes d'intérêts. Une première serait de faire appel au sens de la responsabilité des acteurs

concernés. L'auteur ne croit pas en cette solution. La seconde serait de s'en remettre à la pression populaire, mais ce choix pourrait créer des débordements comme en Tunisie ou en Égypte. La troisième s'appuie sur l'autorité des dirigeants, et leur pouvoir de menace et de coercition : ceux-ci sont les seuls capables de punir la bureaucratie et les groupes d'intérêts récalcitrants. Ils devront donc s'impliquer directement dans l'application des réformes, et la méthode de la « main de fer » (铁腕, *tiewan*) engagée par Xi est, selon l'auteur, la plus pertinente.

Comme la plupart de nos sources, l'auteur conclut sur une note positive, en expliquant que la mise en place de la réforme sera le plus grand défi des années à venir, et que si, à la fin du mandat de Xi Jinping, 50 % des chantiers annoncés ont été mis en œuvre, le Président pourra se targuer d'une réussite indéniable.



7. Quelles perspectives pour la Commission de sécurité nationale ?

MARC JULIENNE

SOURCES :

- « Communiqué du III^e Plénum du XVIII^e Congrès du PCC », *Xinhua*, 12 novembre 2013.
- « Décisions du Comité central du PCC sur quelques points importants de l'approfondissement global de la réforme », *Xinhua*, 15 novembre 2013.
- Xi Jinping, « Communiqué sur les "Décisions du Comité central du PCC sur quelques points importants de l'approfondissement global de la réforme" », *Xinhua*, 15 novembre 2013.
- Lu Gang⁷², « Les mécanismes de sécurité nationale au sommet, du point de vue historique des décisions de politique étrangère », *Wenhuibao*, 12 novembre 2013.
- Xiao Hui, Chu Xinyan, Xing Shiwei⁷³, « Les experts lèvent le voile sur la Commission de sécurité nationale, un standard des grandes puissances », *China News*, 14 novembre 2013.

⁷² Professeur de science politique à l'université normale de Chine de l'Est.

⁷³ Journalistes à *China News*.

- Han Yong⁷⁴, « Décrypter la Commission de sécurité nationale : une double pression pour améliorer le système de sécurité nationale », *China News*, 28 novembre 2013.

Du 9 au 12 novembre 2013 s'est tenu à Pékin le III^e Plénum du XVIII^e Congrès du PCC consacré à « l'approfondissement global de la réforme » (全面深化改革, *quanmian shenhua gaige*). Parmi les réformes annoncées, la création d'une Commission de sécurité nationale (CSN⁷⁵, 国家安全委员会, *guojia anquan weiyuanhui*) attire particulièrement l'attention des médias ainsi que celle des observateurs chinois et internationaux. Le 24 janvier 2014, l'établissement de la Commission centrale de sécurité nationale (中央国家安全委员会, *zhongyang guojia anquan weiyuanhui*) est officiellement annoncé ainsi que la composition d'une partie de son directoire. En dépit du peu de détails fournis sur ladite Commission, il est possible d'identifier les grandes lignes de ses fonctions à partir d'informations officielles datant d'après le Plénum et d'analyses d'experts chinois.

Analyse des communiqués officiels

Le 12 novembre au soir, un communiqué de presse est publié, annonçant les grandes lignes des réformes à venir, dont la création de la CSN ; et, le 15 novembre, sont publiées les « 60 Décisions » (60 条决定, 60 tiao jue ding), adoptées par les 373 membres du Comité central. Le même jour, un long communiqué, signé par Xi Jinping en personne, apporte certaines

⁷⁴ Journaliste à *China News*.

⁷⁵ À noter que l'agence de presse officielle *Xinhua* traduit, en novembre, le terme par Comité de sécurité nationale en français et par State Security Committee (Comité de sécurité d'État) en anglais. Ces traductions deviennent respectivement, à partir du 24 janvier 2014, Conseil de sécurité nationale en français et National Security Commission en anglais, toujours selon *Xinhua*. Nous traduirons ici le terme par Commission de sécurité nationale.

précisions aux conclusions du Plénum.

Entre le 12 et 15 novembre, un grand nombre d'articles ont été publiés en Chine et à l'étranger au sujet de la future CSN. L'une des principales interrogations consiste à savoir si cette Commission se consacrera à la sécurité intérieure ou à la sécurité extérieure, autrement dit, si elle s'inscrita dans le domaine de la sécurité publique ou celui des affaires étrangères. En effet, la « sécurité nationale » fait traditionnellement référence aux affaires étrangères et militaires. Or, le communiqué du 12 n'y fait pas allusion. On trouve, dans les 158 caractères consacrés à la CSN (sur les 5 000 du communiqué) les expressions de « nouvelle gouvernance sociale » (新社会治理, *xin shehui zhi li*), de « développement social » (社会发展, *shehui fazhan*), de « stabilité et d'ordre social » (社会安定有序, *shehui an ding you xu*) ou encore de « système de sécurité publique » (公共安全体系, *gongong anquan tixi*). Seule la dernière phrase évoque la « sécurité nationale » au sens large : « Établir une Commission de sécurité nationale, parfaire le système de sécurité nationale et la stratégie de sécurité nationale, garantir la sécurité nationale »⁷⁶.

Le 15 novembre, on découvre dans la liste des « 60 Décisions » la décision n° 50 (265 caractères) relative à la CSN. Répertoire dans le volet « gouvernance sociale » (社会治理, *shehui zhi li*), la décision n° 50 vise à « renforcer le système de sécurité publique » (健全公共安全体系, *jianquan gongong anquan tixi*). Elle évoque un renforcement du système de réglementation de la sécurité alimentaire et pharmaceutique, un renforcement du système de gestion des catastrophes naturelles, et un durcissement du système de gouvernance d'Internet.

⁷⁶ 设立国家安全委员会, 完善国家安全体制和国家安全战略, 确保国家安全, *sheli guojia anquan weiyuanhui, wanshan guojia anquan tizhi he guojia anquan zhanlüe, quebao guojia anquan*.

Cependant, le communiqué de Xi Jinping du 15 novembre fait explicitement référence à la sécurité extérieure. Le Président explique que la Chine est confrontée à une « double pression » (双重压力, *shuangchong yali*). Pression externe d'une part, sur la « protection des intérêts de souveraineté nationale, de sécurité et de développement » (对外维护国家主权、安全、发展利益, *duiwai weihu guojia zhuquan, anquan, fazhan liyi*) ; pression interne d'autre part, sur la « protection de la sécurité politique et de la stabilité sociale » (对内维护政治安全和社会稳定, *duinei weihu zhengzhi anquan he shehui wending*). Or, toujours d'après le Président, les organes de sécurité chinois ne répondent pas aux besoins du pays en matière de sécurité nationale, d'où la nécessité d'établir une plateforme pour « planifier » (统筹, *tongchou*) l'action de la sécurité nationale. Le renforcement de la « direction centralisée et unifiée » (集中统一领导, *jizhong tongyi lingdao*) de la sécurité nationale par la CSN constitue donc une « priorité » (当务之急, *dangwuzhiji*).

En outre, Xi Jinping attribue à la future Commission quatre responsabilités, couvrant un spectre de compétence relativement large : développer et mettre en œuvre une stratégie de sécurité nationale ; promouvoir l'élaboration d'une loi sur la sécurité nationale ; développer une politique de sécurité nationale ; étudier et résoudre les questions majeures de la sécurité nationale⁷⁷.

Perspective historique

À la suite de l'annonce de la création de la CSN, les commentaires d'experts se sont multipliés dans la presse chinoise. Lu Gang,

⁷⁷ 制定和实施国家安全战略, 推进国家安全法治建设, 制定国家安全工作方针政策, 研究解决国家安全工作中的重大问题, *zhiding he shishi guojia anquan zhanlüe, tuijin guojia anquan fazhijianshe, zhiding guojia anquan gongzuo fangzhen zhengce, yanjiu jie jue guojia anquan gongzuo zhong de zhongda wenti*.

professeur à l'université normale de la Chine de l'Est, explique que la sécurité nationale n'est plus seulement l'apanage des ministères des Affaires étrangères, de la Défense, de la Sécurité d'État et de la Sécurité publique, avec l'émergence, depuis trente ans, d'une « sécurité non traditionnelle » (非传统安全, *fei chuantong anquan*). Le professeur Xu Hui, de l'université de défense nationale, abonde dans ce sens en expliquant que la sécurité nationale ne répond plus guère à la crainte d'une « invasion étrangère » (外敌入侵, *waidi ruqin*), mais plutôt aux menaces que représentent le terrorisme et les trafics, et aux risques qui pèsent sur la finance, Internet, la santé publique ou l'environnement. Ainsi, les ministères traditionnels répondent à des attributions bien circonscrites, alors même que les nouvelles menaces sont transversales et transnationales. La CSN aurait donc pour rôle de faire le lien entre les différentes compétences ministérielles pour mieux faire face aux menaces tant intérieures qu'extérieures.

L'analogie entre la CSN chinoise et le National Security Council (NSC) américain a été beaucoup traitée par les médias et les chercheurs chinois. Le modèle américain, qui a déjà inspiré le Royaume-Uni et la Russie, pour ne citer qu'eux, aurait fait montre depuis sa création en 1947, d'une remarquable efficacité, par exemple pendant la crise de Cuba ou encore dans le cadre de la normalisation des relations avec la Chine, initiée par Henry Kissinger alors conseiller à la sécurité nationale du Président Nixon.

Le projet de création d'une CSN inspirée du NSC n'est pas une idée nouvelle comme le rappellent bon nombre de chercheurs, et la Chine a déjà mis en place diverses structures décisionnelles de haut niveau. Li Wei, chercheur au CICIR (China Institute of Contemporary International Relations), rappelle au journaliste de China News que le premier concept de CSN est né en 1997 après qu'une délégation chinoise de haut niveau a visité le NSC américain à la Maison-Blanche.

« La sécurité nationale ne répond plus guère à la crainte d'une "invasion étrangère" mais plutôt aux menaces que représentent le terrorisme et les trafics, et aux risques qui pèsent sur la finance, Internet, la santé publique ou l'environnement. »

Dans son article, Lu Gang revient sur l'évolution de ces structures décisionnelles chinoises en matière de sécurité nationale. Dès 1958 était créé le Foreign Affairs Central Leading and Working Small Group (中央外事领导工作小组, *zhongyang waishi lingdao gongzuo xiaozu*), placé en 1981 sous l'autorité du Bureau des affaires étrangères du Conseil d'État (国务院外事办公室, *guowuyuan waishi bangongshi*). En 1998, ce dernier est remplacé par le Bureau central des affaires étrangères (中央外事办公室, *zhongyang waishi bangongshi*), sous l'autorité du Comité central. Le Bureau central des Affaires étrangères,

actuellement dirigé par Yang Jiechi, est une institution de conseil et d'exécution en lien direct avec le Comité permanent.

En septembre 2000 ont également été établis un National Security Central Leading Small Group (中央国家安全领导小组, *zhongyang guojia anquan lingdao xiaozu*) et un Foreign Affairs Central Leading Small Group (中央外事领导小组, *zhongyang waishi lingdao xiaozu*), tous deux successivement présidés

par Jiang Zemin, Hu Jintao et aujourd'hui Xi Jinping. En outre, les deux entités disposent des services du Bureau central des Affaires étrangères sur le principe de « deux enseignes, une institution » (两快牌子, 一套机构, *liang kuai paizi, yi tao jigou*)⁷⁸.

Il existe donc en réalité une multitude de structures décisionnelles et consultatives en matière de sécurité nationale en Chine. En plus des ministères et des deux Central Leading Small Groups évoqués plus haut, le second article de China News cite deux nouveaux Leading Small Groups, l'un consacré au contre-terrorisme (国家反恐工作领导小组, *guojia fankong gongzuo lingdao xiaozu*)⁷⁹, l'autre aux droits et intérêts maritimes (中央海洋权益工作领导小组, *zhongyang haiyang quanli gongzuo lingdao xiaozu*). Enfin, sous l'autorité du Comité central, la Commission politique et judiciaire (CPJ, 中央政法委, *zhongyang zhengfa wei*) reste l'organe décisionnel le plus élevé de la sécurité publique en Chine.

Un chercheur de l'Armée populaire de libération (APL) explique à China News, sous couvert d'anonymat, qu'en raison du nombre élevé d'entités consacrées à la sécurité nationale, il existe entre elles une « guerre de chapelles » (各自为战, *gezi wei zhan*). Ainsi, chaque entité renâcle à diffuser les renseignements qu'elle collecte – par exemple auprès des ministères de la Défense et de la Sécurité d'État – ce qui entraîne *in fine* un manque d'efficacité dans la prise de décision au sommet. La CSN aurait donc vocation à agréger, au sommet, les compétences et savoirs de chacun. On peut alors s'interroger

⁷⁸ Pour plus d'informations sur les Leading Small Groups, voir Alice Miller, « The CCP Central Committee's Leading Small Groups », *China Leadership Monitor*, n° 26, automne 2008.

⁷⁹ Contrairement aux Central Leading Small Groups, celui-ci est un State Leading Small Group. Il a été créé fin août 2013 sous la présidence de Guo Shengkun, ministre de la Sécurité publique et membre de la CPJ.

sur le devenir et la pertinence des autres structures une fois la CSN opérationnelle. Pour Li Wei, la CSN n'interviendrait qu'en cas de crise, ou quand les autres structures ne seraient pas compétentes. Toutefois, si l'on se réfère aux quatre responsabilités attribuées par Xi Jinping, la CSN aurait aussi pour mission de construire une stratégie de sécurité nationale et d'élaborer une loi, ce qui en ferait un organe de type ministériel bien supérieur à une simple structure de gestion de crise.

Composition de la Commission de sécurité nationale

Le 24 janvier 2014, à l'issue d'une réunion du Bureau politique du Comité central du PCC, la Commission centrale de sécurité nationale est officiellement créée. L'ajout du terme « centrale » (中央, *zhongyang*) indique que la CSN est placée sous la tutelle du Comité central. Le communiqué publié par *Xinhua*⁸⁰ annonce que la CSN constituera un organe décisionnel et de coordination des affaires et travaux sur la sécurité nationale, sous l'autorité directe du Bureau politique et du Comité permanent. Le communiqué révèle également que Xi Jinping prend lui-même la présidence de la CSN, et que Li Keqiang, Premier ministre, et Zhang Dejiang, président du Congrès national populaire et membre du Comité permanent du Bureau politique, en sont vice-présidents.

La nomination de Xi Jinping à la tête de la CSN n'est pas une surprise dans la mesure où il concentre déjà, depuis son arrivée au pouvoir, toutes les fonctions clés de l'État et du Parti. Le rôle de Li Keqiang, en revanche, n'avait pas été anticipé par les observateurs chinois et étrangers, en raison sans doute de l'effacement de ce dernier derrière Xi Jinping – on pense notamment à sa position de

⁸⁰ « Xi Jinping nommé président de la Commission centrale de sécurité nationale », *Xinhua*, 24 janvier 2014. En ligne : http://news.xinhuanet.com/politics/2014-01/24/c_119122483.htm.

n° 2 au sein du Leading Small Group pour l'approfondissement global de la réforme (全面深化改革领导小组, *quanmian shenhua gaige lingdao xiaozu*), également établi à la suite du III^e Plenum, et dirigé par Xi Jinping.

Le reste de la composition de la CSN n'a pas été dévoilé, néanmoins le média hongkongais *Mingjing News* a publié le 20 novembre⁸¹ une liste des membres, établie sur les informations d'une source à Pékin. *Mingjing News* avait effectivement vu juste pour les rôles de Xi Jinping et Zhang Dejiang. En outre, l'article de *Mingjing* cite comme vice-présidents Liu Yunshan et Yu Zhengsheng, tous deux membres du Comité permanent. L'article mentionne aussi Geng Huichang (ministre de la Sécurité d'État) comme secrétaire général de la CSN, assisté de Wang Yongqing (CPJ) et Wang Jianping (PAP) comme secrétaires généraux adjoints. Enfin, sont évoqués en tant que membres de la Commission : Wang Huning, Wang Yang (Vice-Premier ministre), Meng Jianzhu (CPJ), Fan Changlong (Commission militaire centrale, CMC), Xu Qiliang (CMC), Chang Wanquan (CMC), Guo Shengkun (ministre de la Sécurité publique), Yang Jiechi (conseiller d'État) et Fang Fenghui (chef d'état-major des armées).

On trouve dans cet article certaines correspondances avec un article de *Mingjing yuekan* remontant à juin 2013⁸², qui affirmait que Meng Jianzhu, actuel président de la CPJ et proche de Xi Jinping, aurait été chargé par ce dernier de constituer la future CSN. Dans l'accomplissement de cette mission, il aurait été assisté par Wang Yongqing et Wang Huning. Le premier est le bras droit de

Meng Jianzhu, et membre du Comité central et secrétaire général de la CPJ depuis 2012. Le second est directeur du Bureau central de recherche politique (中央政策研究室, *zhongyang zhengce yanjiu shi*), mais aussi le conseiller personnel de Xi Jinping pour la politique étrangère.

Au vu des profils respectifs des trois personnalités chargées de constituer la CSN – deux sont issues de la sécurité publique et l'une des affaires étrangères – on peut déduire, finalement sans grande surprise et conformément au communiqué de Xi Jinping du 15 novembre, que la CSN sera chargée à la fois des affaires intérieures et extérieures. La notion de sécurité extérieure pourrait toutefois se limiter au voisinage de la Chine. En effet, les « pressions externes » dont parle le Président Xi se trouvent principalement aux frontières chinoises et peuvent avoir des incidences sur la stabilité interne : contentieux frontaliers (Inde, Japon, Asie du Sud-Est), menaces terroristes (Xinjiang, Asie centrale), instabilité aux frontières (Afghanistan, Pakistan, Corée du Nord) et rééquilibrage stratégique américain en Asie-Pacifique.

⁸¹ Zhang Qian, « Zhang Dejiang, Yu Zhengsheng pourraient entrer au CSN », *Mingjing News*, 20 novembre 2013.

⁸² Liu Ziwei, « Le Président Xi se prépare à établir un comité de sécurité nationale, Meng Jianzhu et Wang Huning sont ses bras droits », *Mingjing yuekan* (groupe *Mingjing News*), n° 40, 28 juin 2013.

REPÈRES

8. Les relations sino-nord-coréennes depuis l'élimination de Jang Song-thaek

NATHAN BEAUCHAMP-MUSTAFAGA

SOURCES :

- « L'ombre de Jang Song-thaek plane sur la coopération économique entre la Chine et la Corée du Nord », *Fenghuang zhoukan - Phoenix Weekly*, 6 janvier 2014.
- « L'exécution de Jang Song-thaek par Kim Jong-un répète des erreurs de la Révolution culturelle ; Xi Jinping doit être dégoûté », *Ta kung-pao*, 17 décembre 2013.
- « Éditorial : la critique par la Corée du Nord de Jang Song-thaek ne constitue pas nécessairement une accusation de la Chine », *Global Times*, 19 décembre 2013.
- « Après les grands changements dans le personnel nord-coréen », *Caijing*, 20 janvier 2014.
- « Zhang Liangui⁸³ : la Corée du Nord et la situation en Asie du Nord-Est après l'affaire Jang Song-thaek », *Gongshi wang*, 22 janvier 2014.

⁸³ Zhang Liangui est professeur à l'École centrale du Parti à Pékin. Sauf mention contraire, les citations qui lui sont attribuées viennent de cette interview de janvier.

Après avoir succédé à son père Kim Jong-il en décembre 2011, Kim Jong-un s'est rapidement imposé comme un dirigeant indépendant et provocateur, débiteur d'aucun pays étranger – au grand dam de Pékin. Alors que les relations sino-nord-coréennes se sont dégradées pendant les premières années du pouvoir de Kim Jong-un, ponctuées par un essai nucléaire en février 2013 et deux essais balistiques en avril et décembre 2012, l'image de Kim Jong-un en Chine a également évolué. Les médias chinois ont profité des difficultés entre les deux pays pour multiplier les débats, dans un contexte où les autorités de censure chinoises acceptaient qu'un nombre croissant de discussions sensibles et d'opinions soient rendues publiques⁸⁴. L'élimination de l'oncle de Kim Jong-un, Jang Song-thaek, généralement vu auparavant comme le principal soutien du dirigeant nord-coréen, a surpris le monde entier et particulièrement les commentateurs chinois, qui s'interrogent sur le futur de la relation sino-nord-coréenne.

Cette purge a d'abord été annoncée par les services de renseignement sud-coréens le 3 décembre 2013, puis a été confirmée par les médias nord-coréens le 8 décembre⁸⁵. Jang a été exécuté le 12 en tant que « traître à la nation, ayant perpétré des actes antiparti, contre-révolutionnaires et factieux, dans le but de renverser la direction du Parti [des travailleurs] et de l'État, ainsi que le système socialiste », entre autres chefs d'accusation⁸⁶. Bien que Kim ait éliminé d'autres officiels de haut rang avant Jang, l'exécution de ce

dernier a inquiété les observateurs chinois qui voyaient Jang comme un contre-pouvoir nécessaire à un jeune Kim inexpérimenté, irréflectif et même insolent. Cet article présente plusieurs réactions chinoises à la purge, lesquelles traitent de l'avenir de la coopération économique et des relations diplomatiques bilatérales, ainsi que des effets de cette purge sur la politique intérieure chinoise.

Les crimes de Jang menacent la coopération économique

Les réactions chinoises à la purge insistent sur ses implications potentielles pour la coopération économique sino-nord-coréenne. Cette dernière s'est beaucoup accrue sous Hu Jintao et Kim Jong-il, comme le montrent les accords sur le développement conjoint de la zone économique et commerciale de Rason (罗先经济贸易区, *luoxian jingji maoyi qu*) et de la zone économique des îles Hwanggumpyeong et Wihwa (黄金坪、威化岛经济区, *huangjinping weihuadao jingji qu*) en 2009 et 2010. *Phoenix Weekly* note que ces zones ont participé à l'initiative de Hu Jintao pour stimuler les économies du Jilin et du Liaoning, par un accès à des ports importants et l'importation de ressources naturelles. Plus spécifiquement, le port de Rajin, dans la zone de Rason, a loué deux quais pour cinquante ans à des entreprises chinoises, afin d'acheminer notamment du charbon vers Shanghai et d'autres villes côtières⁸⁷. Pendant cette période de coopération accrue, Jang était le principal officiel nord-coréen impliqué dans les relations économiques bilatérales ; en témoigne notamment sa visite officielle en août 2012 à Pékin consacrée à la coopération économique dans les deux zones économiques spéciales (ZES). Cette visite est particulièrement

⁸⁴ Pour plus d'informations, voir : Antoine Bondaz, « La Chine débat de sa relation avec la Corée du Nord », *China Analysis*, n° 46, octobre 2013.

⁸⁵ "North Korean Leader's Uncle Removed from Power: Spy Agency," *Yonhap*, 3 décembre 2013. Voir aussi : Choe Sang-hun, "North Korea Says Leader's Uncle Was Executed as a Traitor", *New York Times*, 12 décembre 2013.

⁸⁶ « Le traître Jang Song-thaek exécuté », *Korean Central News Agency*, 13 décembre 2013.

⁸⁷ Mathieu Duchâtel et Phillip Schell, "China's Policy on North Korea: Economic Engagement and Nuclear Disarmament", Rep. (Stockholm: Stockholm International Peace Research Institute), 13 décembre 2013: 39.

importante puisqu'elle représente la visite de plus haut niveau d'un officiel nord-coréen en Chine sous Kim Jong-un⁸⁸.

La nature des crimes reprochés à Jang pourrait laisser percevoir un lien entre son élimination et son travail de coopération économique avec la Chine. Le *Global Times* et le *Phoenix Weekly* notent que Jang fait l'objet d'une accusation spécifique pour « acte de trahison commis en mai dernier en ce qui concerne la vente de la zone économique et commerciale de Rason à un pays étranger pour une période de cinq décennies sous le prétexte de rembourser des dettes »⁸⁹. Entre ligne officielle, nationalisme et réflexion stratégique, le *Global Times* cite deux raisons de s'inquiéter de cette purge – Jang était responsable de la coopération économique sino-nord-coréenne, et son principal crime est d'avoir « vendu l'intérêt national ». Le *Global Times* conclut que l'« acheteur » en question est clairement la Chine. *Phoenix Weekly* reprend ces inquiétudes en notant les liens étroits entre Jang et les deux zones. Une autre inquiétude vient du fait que Jang était un « expert de la Chine » (中国通, *Zhongguo tong*) et bénéficiait de la confiance du gouvernement chinois. Jang laisse donc un vide pour les interlocuteurs pékinois. Jin Qiang note aussi que les accusations criminelles formulées contre Jang sont une façon, pour la Corée du Nord, d'exprimer son mécontentement envers la Chine. Zhang Liangui affirme que la coopération économique n'était pas seulement une initiative de Jang et que, évidemment, elle devait être entérinée par le reste de la direction nord-coréenne. Mais Jang en est tenu responsable rétroactivement dans le cadre de son élimination.

⁸⁸ Pour plus d'informations sur la visite de Jang et les accords, voir : Nathan Beauchamp-Mustafaga, "Show me the Money: Evaluating Jang Song-thaek's Search for Economic Cooperation in Beijing," *SinoNK*, 19 août 2012.

⁸⁹ « Le traître Jang Song-thaek exécuté », *Korean Central News Agency*, 13 décembre 2013.

Le lien entre Jang et les investissements chinois vers les deux ZES a fait craindre que cette purge ne constitue un prétexte permettant à Pyongyang de renégocier ces accords. Relayant des inquiétudes locales concernant le futur de la stratégie de promotion de l'économie chinoise du Nord-Est grâce à la coopération économique, Yin Chengxuan, de l'université Yanbian, explique à *Ta kung-pao* que « la Corée du Nord essaie de réviser les accords de coopération économique sino-nord-coréens concernant le développement de Hwanggumpyong, Rason et du commerce des minerais ». Nombre de commentateurs avertissent la Corée du Nord des conséquences fâcheuses que pourrait avoir une remise en cause des accords économiques signés sous Jang. Par exemple, dans le même article, Cheng Xiaohu, professeur à l'université Renmin, affirme que ces accords doivent être honorés et que, si la Corée du Nord veut les changer, « cela aura des conséquences sur la coopération économique ». Le *Global Times* soutient que la Chine ne doit pas être trop polie avec la Corée du Nord, et qu'elle doit rester ferme sur l'accord du port de Rajin, ajoutant que « la société chinoise ne tolérera pas de recul de la Corée du Nord » sur ses accords avec la Chine, sinon cela constituera un coup dur pour le soutien chinois à la politique nord-coréenne.

Zhang Liangui affirme qu'alors que la politique officielle de la Chine est la non-ingérence, le pays pourrait adopter une attitude différente si certains agissements affectent ses intérêts : « Si [la Corée du Nord] rejette l'accord unilatéralement, les entreprises chinoises accuseront des pertes importantes, ce qui affectera les intérêts nationaux de la Chine. C'est pourquoi la Chine doit avoir une opinion. Pour ce qui est de savoir si ceci est digne d'une intervention, cela dépend de l'impact sur l'intérêt national ».

Malgré le choc, confiance et retenue sont de rigueur

Alors que le moment choisi pour la purge a pu surprendre, les commentateurs chinois ne s'étonnent pas de l'événement en tant que tel et rejettent toute conclusion hâtive. *Caijing* cite Cui Yingjiu, professeur à l'université de Pékin, qui explique que « l'éviction de Jang Song-thaek par Kim Jong-un était inévitable, et est simplement intervenue plus tôt que prévu ». Zhang Liangui ajoute qu'« un pays ne peut avoir qu'un centre politique » et donc que, à mesure que le pouvoir de Jang déclinait, celui de Kim grandissait⁹⁰. Cui note que Jang a joué un rôle clé en aidant le jeune dirigeant à consolider son pouvoir après la mort de son père, mais n'avait pas anticipé une consolidation si rapide. S'exprimant avant l'exécution de Jang, Zhang Liangui expliquait que, comme Jang contrôlait les services de renseignement nord-coréens, il avait de nombreux soutiens, et que Kim Jong-un prendrait probablement des « mesures décisives » – comprendre une exécution – pour réduire à néant les espoirs de ces soutiens⁹¹. Néanmoins, dans son interview de janvier, Zhang dit qu'il est « extrêmement choqué » (非常震惊, *feichang zhenjing*) par les « méthodes brutales » (惨烈的办法, *canlie de banfa*) employées pour résoudre ce problème.

⁹⁰ Ces propos sont tirés d'une autre interview de Zhang Liangui : "Zhang Liangui: as Jang Song-Thaek's Power is Weakened, Kim Jong-un's Power Will Inevitably Increase", *iFeng*, 3 décembre 2013.

⁹¹ "Jang Song-thaek's Fall is a Mystery, Expert Says 'Execution' Is Relatively Likely", *Beijing Youth Daily*, 11 décembre 2013.

Les réactions rappellent que l'élimination de Jang vient après plusieurs autres purges importantes, et *Caijing* rapporte notamment que quatre des sept dignitaires ayant escortés, avec Kim Jong-un, la dépouille de Kim Jong-il lors de ses funérailles nationales, avaient déjà été éliminés. Cependant, *Caijing* affirme que l'exécution de Jang a davantage surpris que celle des quatre autres dignitaires.

« L'exécution de [Jang Song-thaek] a inquiété les observateurs chinois qui voyaient Jang comme un contre-pouvoir nécessaire à un jeune Kim inexpérimenté, irréflecti et même insolent. »

Au-delà des crimes économiques de Jang, les auteurs débattent des « raisons réelles » de son élimination. *Phoenix Weekly* et *Caijing* citent des sources médiatiques étrangères qui affirment que la vraie raison de cette purge était la relation de Jang avec Kim Jong-nam, fils aîné de Kim Jong-il et demi-frère de Kim Jong-un, et des allégations de complot pour renverser Kim Jong-un. Cela tranche avec les rapports occidentaux qui affirment que la purge a été mise en œuvre à l'issue d'une dispute concernant les bénéfices des exportations nord-coréennes⁹². Zhang Liangui

contourne les questions concernant Kim Jong-nam et explique que Jang a été éliminé pour trois raisons (proches de celles communiquées par le pouvoir nord-coréen) : des raisons politiques (son pouvoir et son attitude factieuse) ; des raisons économiques (pour avoir contrôlé trop d'intérêts économiques) ; des raisons liées à son mode de vie (femmes et drogues). Mais, selon Zhang, ce sont les raisons politiques qui ont primé⁹³. *Phoenix Weekly* cite plusieurs

⁹² Choe Sang-hun et David E. Sanger, "Korea Execution Is Tied to Clash over Businesses," *New York Times*, 23 décembre 2013.

⁹³ Propos tirés d'une autre interview de Zhang Liangui. Voir : "Jang Song-thaek's Fall Is a Mystery, Expert Says

universitaires expliquant que la Corée du Nord n'a pas le droit d'en vouloir à la Chine et que les accusations contre Jang – qui aurait bradé les ressources et la souveraineté nationale – sont fausses.

La surprise causée par l'exécution de Kim a naturellement mené les chercheurs à s'interroger sur la perception du pays par le monde extérieur, et à appeler à faire preuve de retenue dans les jugements sur la purge et ses conséquences. *Caijing* cite l'employé d'une ONG travaillant en Corée du Nord, selon lequel l'attitude du régime est toujours inattendue et désarçonne les observateurs et les analystes gouvernementaux. Dans une analyse différente, le *Global Times* affirme que, même si les actes de Kim ont pu choquer, « sa logique politique de consolidation du pouvoir est claire ». Cui Yingjiu dit qu'« il faudra plusieurs mois pour savoir si Kim a pris la bonne décision ». Le *Global Times* maintient qu'il est trop tôt pour juger de la véritable posture de la Corée du Nord en matière de coopération économique. *Caijing* affirme que le traitement réservé à la faction de Jang sera un élément révélateur pour les observateurs⁹⁴.

Le choc causé par la purge a rappelé aux experts que la Corée du Nord est toujours un « royaume ermite » et que la Chine doit s'en remettre à la confiance pour nombre de ses accords avec le Nord. Cherchant à dépasser la ligne officielle du ministère des Affaires étrangères, selon laquelle les relations sino-nord-coréennes restent inchangées et l'événement relève des « affaires internes », un chercheur de l'université de Pékin explique

'Execution' Is Relatively Likely," *Beijing Youth Daily*, 11 décembre 2013.

⁹⁴ Il est à noter ici que les médias sud-coréens ont déjà annoncé que la famille de Jang avait été exécutée également. Cette pratique – éliminer les familles des officiels déchus sur trois générations – est courante en Corée du Nord. Voir : "All Relatives of Jang Executed too: sources," *Yonhap*, 26 janvier 2014.

sous couvert d'anonymat à *Ta kung-pao*, que « Kim Jong-un a probablement perdu la confiance du gouvernement chinois » – ce que laisse aussi entendre *Phoenix Weekly*. *Ta kung-pao* met ce témoignage fort en résonance avec le « refrain » de Wong Junsheng, chercheur à l'Académie des sciences, qui affirme que « la Chine ne s'ingérera pas dans les affaires intérieures de la Corée du Nord [et] que l'affaire Jang Song-thaek n'aura pas d'impact sur les relations sino-nord-coréennes ». Le chercheur anonyme affirme, lui, que les dirigeants chinois cherchent avant tout la stabilité, et qu'ils suivront de près les prochaines actions de Kim. Le *Global Times* pense pour sa part que la confiance de la Chine est déjà affectée, et que la seule façon, pour le Nord, d'éviter que cette situation ne se dégrade est de répondre aux questions que se pose le monde. Néanmoins, révélant la pensée dominante à Pékin, une source diplomatique affirme au *Ta Kung-Pao* que « même s'il est dur de faire confiance à Kim Jong-un, il est encore plus difficile de lui trouver un remplaçant ».

Des politiques domestiques à double sens

L'analyse chinoise se concentre non seulement sur les répercussions de la purge sur la politique intérieure nord-coréenne, mais aussi sur ses possibles conséquences de l'autre côté de la frontière, à Pékin et dans la société chinoise. Alors que le *Global Times* suit la ligne gouvernementale en affirmant que la purge est une « affaire interne », il se permet néanmoins un écart en affirmant que « la grande majorité du public chinois est dégoûtée ». En parallèle, le journal tente de limiter les critiques en affirmant que Pyongyang ne voulait probablement pas insulter le public chinois, et que l'impact sur la Chine n'est qu'un effet secondaire fâcheux.

Ta kung-pao voit un lien entre l'exécution et la Révolution culturelle chinoise, et affirme

que certains pensent que le président chinois Xi Jinping est écoeuré par l'élimination de Jang en raison de son histoire personnelle. L'éditorial rappelle que le père de Xi, Xi Zhongxun, a été accusé d'être « antiparti » (反党, *fandang*) pendant la Révolution culturelle, ce qui a affecté directement sa famille et forcé Xi Jinping à vivre pour un temps en zone rurale. L'article est presque compatissant avec Jang, expliquant qu'il a été traité comme beaucoup d'hommes politiques et d'universitaires chinois qui furent forcés de porter le chapeau « antiparti » et « contre-révolutionnaire » (反革命, *fan geming*). La couverture chinoise de l'événement est aussi marquée par les incertitudes. En raison probablement de la censure dans les médias chinois et du rôle de Jang dans la dimension économique et politique mais non pas militaire des relations sino-nord-coréennes, les discussions ne portent pas sur l'impact stratégique de cette purge ou sur ses retombées sur le programme nucléaire nord-coréen. La question des relations de la Chine et de la Corée du Nord avec les États-Unis n'est pas non plus abordée. Cela montre l'accent mis par les commentateurs sur les implications de la purge quant à la stabilité en Corée du Nord, les politiques économiques et la relation sino-nord-coréenne, plutôt que sur les questions de stabilité régionale.

Le futur reste prometteur

Alors que demeurent quelques hésitations sur l'avenir à court terme des relations économiques bilatérales, la plupart des analystes pensent que les perspectives de long terme sont forcément positives. Jin Canrong, professeur à l'université Renmin, confie au *Ta kung-pao* que « la situation intérieure de la Corée du Nord est plus préoccupante que les relations sino-nord-coréennes ». Le *Global Times*, pour sa part, ne pense pas que les relations économiques entre les deux pays vont changer, puisqu'elles découlent des relations politiques, qui ne sont

pas affectées par l'exécution. Dans le *Phoenix Weekly*, Zhang Huizhi, professeur à l'université du Jilin, pense que la Chine reste déterminée à développer la zone économique de Rason, pour des raisons géographiques et d'ordre national. Zhang ajoute que la relation dans son ensemble sera forcément affectée, mais de façon limitée puisque la purge découle d'une lutte de pouvoir interne.

Le *Global Times* pense également que la Corée du Nord ne pourra pas trouver d'autre partenaire que la Chine – tant que Pékin n'interférera pas dans les affaires internes de Pyongyang et que Pyongyang se sentira en sécurité, la Corée du Nord n'altérera pas leur relation. Jin Qiang explique à *Phoenix Weekly* que Rason progresse bien mais que la zone des îles attend un signe politique fort de la part des dirigeants chinois et nord-coréens. Jin Qiang prévient que si la purge s'étend à des officiels en charge de Rason, alors la relation économique sera affectée par les atteintes faites aux relations interpersonnelles. L'auteur voit un signe positif dans l'annonce, en octobre 2013, de la création de quatorze nouvelles zones, une preuve selon lui que l'attention de Kim Jong-un est toujours axée sur le développement économique et la réforme ; il conclue que, sur le long terme, l'élimination de Jang n'affectera pas les politiques économiques de Kim. Le *Global Times* finit sur une note positive, avec une menace voilée, concluant que, malgré son analyse pessimiste, la Chine « fait confiance à la Corée du Nord pour avoir assez de réalisme stratégique » afin de maintenir de bonnes relations et pour honorer les accords économiques passés. De plus, la Chine conserve l'initiative en termes de relation économique, et la Corée du Nord devrait donc « restreindre cette attitude » et « s'en tenir à ses principes » pour préserver l'équilibre entre Pyongyang et Pékin.



9. Le gaz, une solution partielle pour la Chine

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

SOURCES :

- Chen Weidong⁹⁵, « Modifier les prix pour changer le mix », *Xinshiji - New Century*, n°51, 31 décembre 2013.
- Chen Weidong, « Réduire le recours au charbon, accroître l'usage du gaz, réformer les prix », *Xinshiji - New Century*, n° 40, 21 octobre 2013.
- Zhang Boling, Huang Kaixi⁹⁶, « L'impasse du prix du gaz naturel », *Xinshiji - New Century*, n° 41, 28 octobre 2013.
- Huang Kaixi, « Trop peu de gaz pour réguler "le brouillard" », *Xinshiji - New Century*, n° 45, 25 novembre 2013.
- Yu Dawei⁹⁷, « Le casse-tête de l'importation du *petcoke* », *Xinshiji - New Century*, n° 41, 28 octobre 2013.
- Fan Bi⁹⁸, « La réforme du gaz passe par

⁹⁵ Chercheur senior à l'institut de recherche économique et énergétique de la China National Offshore Oil Corporation.

⁹⁶ Tous deux journalistes à *Caixin*.

⁹⁷ Journaliste à *Caixin*.

⁹⁸ Chercheur invité au centre de recherche chinois d'échanges internationaux sur l'économie.

le développement des gazoducs », *Xinshiji - New Century*, n° 2, 13 janvier 2014.

- Zhang Xia⁹⁹, « Guérir de la maladie du charbon », *Xinshiji - New Century*, n° 2, 13 janvier 2014.

Cette série d'articles très récents est centrée sur le dilemme dont fait aujourd'hui état le débat énergétique chinois, qui peut se résumer à la difficulté d'introduire des énergies alternatives au charbon (sans parler même d'énergies nouvelles), alors que celui-ci reste abondant et bon marché – qu'il soit importé ou non – malgré les inconvénients majeurs que présente son utilisation.

Les analyses présentées ici introduisent par ailleurs des paramètres particulièrement intéressants et reflétant une fois de plus la complexité des débats internes en Chine : Certains auteurs¹⁰⁰ s'expriment dans les médias chinois de façon plus modérée vis-à-vis des expériences occidentales et plus critique sur la voie chinoise de l'énergie qu'ils ne le feraient habituellement avec des interlocuteurs occidentaux. Par ailleurs, la question du *petcoke*, combustible de substitution nouvellement arrivé sur le marché chinois du fait de la déréglementation de l'importation des combustibles proches du charbon, et qui fait l'objet d'un forcing particulièrement appuyé des États-Unis, présenté comme bénéficiant d'un accueil trop favorable en Chine, est mise en évidence. La question du gaz est également abordée. Elle prend toute son acuité quand il s'agit de débattre des éventuels substituts au

⁹⁹ Journaliste à *Caixin*.

¹⁰⁰ Et notamment Chen Weidong. Le chercheur chinois, régulièrement rencontré par les équipes « énergie » d'Asia Centre à travers l'IWEP (Institute for World Energy and Petroleum), lié à la CASS (et à la compagnie pétrolière CNOOC, ce que mentionne sa carte de visite...), se montre bien plus critique à l'égard de la stratégie énergétique chinoise dans ses articles pour *Xin shiji* que lors de nos rencontres à l'occasion de séminaires.

pétrole et au charbon. Celle-ci fait apparaître des opinions diamétralement opposées (et pas encore tranchées au plan stratégique et au niveau politique le plus élevé) à la fois en ce qui concerne le bon niveau de prix (trop élevés pour certains, comme les principaux acteurs de la pétrochimie, ou trop bas pour d'autres – ce serait en fait toute l'énergie qui serait trop bradée en Chine sur le marché intérieur), et en ce qui concerne la priorité à lui donner (importé par gazoduc, ou distribué par terminaux LNG ?). Pour finir, l'un des articles propose un certain nombre de mesures réellement iconoclastes qui s'attaqueraient directement aux grands monopoles du pétrole, qui ont conduit à la marginalisation actuelle du gaz et aux difficultés à promouvoir cette énergie.

En Chine, la nécessité de changer de mix énergétique

Le premier article, « Modifier les prix pour changer le mix », met en évidence les disparités entre pays et dans les stades d'évolution des marchés de l'énergie. Si la « sécurité énergétique » est devenue une préoccupation au cours des dernières années, sa compréhension n'en est pas la même selon les pays.

Ainsi, le World Economic Forum 2013 de Davos a publié un rapport faisant référence à un « indice de performance du mix énergétique », l'EAPI. Les données de l'EAPI concernent principalement trois domaines : la croissance économique, l'accès sécurisé à l'approvisionnement, et la « soutenabilité » environnementale. 105 pays sont ainsi analysés. De façon surprenante, à part la Norvège qui est autosuffisante du point de vue énergétique, les pays qui ont obtenu le meilleur score sont tous importateurs, alors que les plus mal classés sont exportateurs nets. Cela signifie que l'autosuffisance énergétique n'implique pas que l'« architecture énergétique » du pays soit efficace.

En d'autres termes, la sécurité énergétique ne consiste pas seulement à protéger l'économie, mais aussi à préserver l'environnement. Par conséquent, la réduction de la consommation de charbon en faveur du gaz naturel représente le choix le plus réaliste pour assurer la préservation durable de l'environnement, et c'est aussi la clé de la transition énergétique en Chine.

Le deuxième article de Chen Weidong, « Réduire le recours au charbon, accroître l'usage du gaz, réformer les prix », part de l'exemple américain. Aux États-Unis, dit Chen Weidong, le remplacement du charbon par le gaz a résulté d'une transition naturelle qui s'est caractérisée par l'augmentation de la production de gaz grâce à des prix compétitifs. Le même phénomène a pu être observé en Europe il y a un demi-siècle, et plus récemment dans des pays dépendant des importations pour subvenir à leurs besoins énergétiques, comme la Corée et le Japon.

La transition énergétique qui se fait « soi-disant naturellement » est le résultat des progrès de l'industrie de l'énergie et de l'interaction avec les consommateurs. Mais en Chine, l'ajustement est passif, car si c'est la constatation de la concentration de particules fines dépassant l'indice 2,5 qui en est principalement la cause, cela n'a pas empêché le retard considérable, difficile à rattraper.

Ce retard dans les réformes concernant l'énergie en Chine est lié à des problèmes de prix. La réforme récente des prix du gaz naturel – réforme limitée relevant les prix du gaz –, qui ne reflète pas la compétitivité de cette énergie, en empêchant d'établir un système de prix compétitifs, pénalise fournisseurs et importateurs. Le charbon est l'énergie dominante en Chine, constate Chen Weidong ; et, donc, c'est le prix du charbon qui sert de référence, sans qu'y soient intégrés tous les coûts induits. Cette différence de prix, parfois

énorme, avec les énergies de remplacement constitue une « barrière naturelle » (天然屏障, *tianran pingzhang*) et un énorme obstacle à l'ajustement du mix énergétique.

Ainsi, le gaz naturel représente seulement 5 % de l'énergie primaire en Chine, ce qui est largement inférieur à la moyenne mondiale¹⁰¹. Ce n'est pas seulement que la Chine est à la traîne du développement des ressources naturelles, c'est aussi et encore une question de prix : alors que l'essence et le carburant destiné au diesel reviennent certes plus chers en Chine qu'aux États-Unis, le prix de détail est en moyenne équivalent, alors que le gaz naturel vaut quatre fois plus en Chine qu'aux États-Unis. Le prix de l'électricité constitue également un sérieux obstacle au remplacement du charbon par le gaz : mais ce n'est pas parce que les prix du gaz sont trop élevés, c'est parce que l'électricité est trop bon marché.

Le troisième article, « L'impasse du prix du gaz naturel », illustre ces réflexions en décrivant les réactions les plus récentes à cette situation. Depuis la fin juin, la NDRC a annoncé des programmes d'ajustement du prix du gaz. La province du Shaanxi, qui a mis en route un certain nombre d'installations GNL (gaz naturel liquéfié), s'en inquiète car, contrairement au passé, l'ajustement des prix peut être difficilement transféré vers l'aval. Ainsi, le 13 juillet 2013, un groupe parrainé par l'élite de l'industrie du GNL dans la province du Shaanxi

¹⁰¹ 40 % de ce gaz est destiné à la consommation domestique, et 17 % à la production d'énergie. Mais le gaz produit seulement 2 % de l'électricité, contre 78 % pour le charbon.

(regroupant Zhongyuan, Ansai Oil, Natural Gas Co., Ltd, ou encore Jingbian Gaz) s'est réuni à Xi'an. La conférence a mis en place une association de l'industrie du GNL dans le Shaanxi. Les entreprises participantes se sont entendues pour communiquer sur l'impact des prix du gaz et proposer des contre-mesures. Selon l'auteur, ces mesures se sont avérées fructueuses puisque les prix du gaz ont été dans certains cas revus à la baisse¹⁰².

« La réduction de la consommation de charbon en faveur du gaz naturel représente le choix le plus réaliste pour assurer la préservation durable de l'environnement, et c'est aussi la clé de la transition énergétique en Chine. »

Mais l'opposition n'est pas venue exclusivement des entreprises nationales. Le journaliste de *Caixin* indique avoir reçu récemment un position paper de la Chambre de commerce européenne en Chine demandant à la NDRC d'ajuster les prix du gaz. Le groupe de travail de la Chambre de commerce européenne réunissant la pétrochimie, la chimie et le raffinage, maintient que les prix du gaz ont augmenté trop vite pour les entreprises installées en Chine et que ceci engendre un fardeau financier, qui n'a pas pu être pris en compte lors des décisions d'investissement

dans les installations existantes ou concernant de nouvelles installations en cours de construction.

¹⁰² À titre d'exemple, avant la décision de la NDRC, les prix du GNL pour les usines se situaient à 4 400-4 700 yuans/tonne (environ 3,00 à 3,20 yuans/m³). Après la publication de l'avis, c'est-à-dire à compter du 1er juillet, les prix ont été relevés à 5 200 yuans/tonne, en augmentation de près de 20 %. Mais les initiatives du groupe ont permis que ceci ne durât pas longtemps. En démontrant que l'ampleur des hausses de prix aurait un impact insupportable pour les utilisateurs en aval, et que les commandes seraient réduites drastiquement, le groupe a permis que les prix soient rétablis à environ 4 800-5 000 yuans/tonne.

La hausse a donc un impact négatif sur les résultats de ces entreprises à capitaux étrangers. Pour certaines d'entre elles, les nouveaux prix du gaz naturel en Chine annulent tout avantage compétitif par rapport aux États-Unis, à l'Europe ou à de nombreux autres pays, et viennent remettre en cause jusqu'à leur rationnel d'investissement. Il demeure que l'attrait du marché intérieur chinois est toujours là, ce qui place les étrangers face à un véritable dilemme quant à leurs investissements dans le secteur.

Ces évolutions appellent, pour les entreprises chinoises et étrangères, des changements stratégiques importants, et réorientent l'activité vers la chimie du charbon. En témoigne la signature en 2013 d'un accord de coopération stratégique entre Sichuan Chemical et le groupe allemand Linde, concernant un investissement dans la construction d'un projet de gaz de charbon à Luzhou. Autre exemple, Liaoning Huajin Tongda Chemicals Co., Ltd a annoncé, en juillet dernier, un investissement de 3 milliards de yuans dans une usine d'engrais – qui constituerait la première tentative d'utilisation du charbon comme matière première pour produire de l'urée. Il s'agit là de contourner les difficultés créées par les prix élevés du gaz.

Autre conséquence de l'augmentation des prix, l'hiver dernier, la Chine a subi la plus grande pénurie de gaz de son histoire¹⁰³, de façon totalement inattendue. D'ailleurs, cette année, le « déficit » en gaz pourrait atteindre 10 milliards de m³, ce qui contredit directement le plan air pur de Pékin pour 2013-2017 (北京市2013-2017年清洁空气行动计划) et le plan d'action pour la prévention de la pollution atmosphérique dans le Hebei (河北省大气污染防治行动计划). Le premier posait en effet pour exigence une réduction

¹⁰³ Due à des niveaux de production trop bas, en raison des difficultés rencontrées par les producteurs à la suite de la hausse des prix du gaz décrétée par la NDRC.

de la consommation pékinoise de charbon de l'ordre de 13 millions de tonnes en 2012, et le deuxième une réduction nette de 40 millions de tonnes. La NDRC de Tianjin a également annoncé une réduction totale de 10 millions de tonnes de la consommation. En 2012 Pékin a consommé 23 millions de tonnes de charbon, ce qui représentait 25 % de sa consommation totale d'énergie. Le développement du gaz naturel doit donc jouer un rôle important si l'on veut faire aboutir le projet. Six districts de Pékin ont mis en service des chaudières à gaz de houille permettant de réduire la consommation de charbon de 1,2 million de tonnes ; en 2016, l'ensemble du remplacement par du gaz de charbon devrait être mené à bien. Malgré cela, dans une Chine riche en charbon et pauvre en pétrole et en gaz, la restructuration du mix énergétique s'avère difficile.

Le *petcoke*, une nuisance importée des États-Unis

L'article de Yu Dawei se penche sur un phénomène nouveau, qui se développe très rapidement, celui de l'utilisation du *petcoke*¹⁰⁴ (石油焦, *shiyoujiao*) ou coke de pétrole, produit dérivé de la pétrochimie. Habituellement utilisé comme revêtement, ce résidu, quand il est à faible teneur en soufre, peut être vendu aux aciéries ou contribuer à la production d'aluminium. À haute teneur en soufre, il ne peut être utilisé que dans les centrales électriques et les cimenteries comme combustible, à un coût moindre que le charbon.

¹⁰⁴ Ou « coke dérivé du pétrole ». Il est obtenu par un procédé d'amélioration des coupes très lourdes de pétrole (en général les résidus de la distillation sous vide), la cokéfaction, qui permet d'en extraire des hydrocarbures légers (essence, kérosène, diesel, etc.). Le coke de pétrole se présente sous forme solide, noire, et se compose majoritairement de carbone (teneur supérieure à 80 %), avec très peu d'hydrogène et des quantités importantes de polluants (soufre, métaux lourds, etc.).

Le *Wall Street Journal* du 15 octobre rapporte que sa production s'est popularisée avec l'importation par les raffineries américaines de bruts très lourds du Venezuela et du Canada, qui a multiplié la fabrication de sous-produits. Or, les dommages environnementaux causés par l'utilisation du coke de pétrole en limitent l'utilisation dans le marché américain. Un énorme marché d'exportation a donc été trouvé avec la Chine. Au premier semestre 2013, celle-ci a importé plus de 20 % du *petcoke* exporté par les États-Unis, pour un volume de 5,62 millions de tonnes, en augmentation de 52 % sur l'année.

Le reste de l'article met en évidence les dangers et les perversions liées à l'importation de cette ressource qui ne coûte rien à produire dans le pays d'origine (les États-Unis) mais se vend environ 800 à 900 yuans la tonne en Chine (l'autre grand débouché étant le Mexique), et présente par ailleurs de grands dangers en termes de dégagement de soufre, d'émission de produits cancérigènes, et ne démontre pas forcément une haute valeur calorifique.

Réformes choc pour le gaz, ou transition progressive vers un charbon « propre »

L'article le plus iconoclaste de la série, « La réforme du gaz passe par le développement des gazoducs », insiste sur « le droit à la parole » dont dispose la Chine en tant qu'acheteur majeur de matières premières liées à l'énergie, de la même façon que le Japon, autre pays largement déficitaire en termes énergétiques et qui achète près de 60 % du LNG exporté mondial. L'arrêt des centrales nucléaires japonaises n'a pas affecté la sécurité énergétique du pays, qui a pu continuer à bénéficier des mêmes prix pour ses importations d'énergie, malgré leur hausse, grâce à son poids important dans le paysage gazier international¹⁰⁵. C'est donc

¹⁰⁵ Il est à noter néanmoins que, si cet arrêt n'a pas affecté l'approvisionnement japonais ou la sécurité

sur cet exemple que l'article invite à méditer, en capitalisant sur l'idée qu'une politique fondée sur le développement des réseaux de gazoducs et reposant sur le rôle joué par les trois grandes compagnies pétrolières chinoises. Cette stratégie permettrait d'équilibrer les prix et le rapport entre l'offre et la demande.

L'article propose également une série de réformes tout à fait drastiques et révolutionnaires en matière de gaz : le regroupement des activités gazières des trois grandes sociétés pétrolières, la déréglementation du secteur du gaz pour permettre aux sociétés de taille moyenne d'accéder non plus seulement au *midstream* mais aussi à tous les niveaux de l'exploitation et de la distribution du gaz, et la mise à la disposition des exploitants de tous les types de gaz des réseaux de gazoducs existant et destinés à être développés à l'avenir.

Le dernier article, « Guérir de la maladie du charbon », prend acte de la domination du charbon dans le secteur de l'énergie en Chine et du fait que cette situation n'est pas destinée à changer rapidement. Il rappelle que l'utilisation du charbon est la raison principale des problèmes de pollution en Chine. Sans initiative publique forte pour changer le mix énergétique chinois, la recommandation consiste donc à se tourner activement non pas nécessairement vers les énergies alternatives, mais vers le développement de techniques de charbon propre. Dans la mesure où les expériences menées en particulier dans la région de Shanghai ont démontré que les chaudières de grande taille utilisées dans l'industrie, ainsi que les techniques de désulfuration, de dénitrification et de lavage du charbon permettaient d'obtenir des

énergétiques du pays, il a mené à l'établissement d'un mix énergétique domestique beaucoup plus coûteux au final, qui pèse sur la balance commerciale et nuit à la compétitivité japonaise.

résultats particulièrement probants en matière de dépollution, et même meilleurs en termes de ratio d'émissions rapportées à la surface occupée que dans d'autres pays utilisateurs de charbon. L'article va dans le sens d'un réalisme permettant d'insister sur les nouvelles techniques de charbon propre plutôt que sur des stratégies irréalistes d'abandon trop rapide de l'énergie dérivée de l'utilisation du charbon.

Asia Centre Energy Club sur LinkedIn.
Réagissez sur le sujet de cet article et restez connectés avec l'actualité sur notre forum consacré aux questions énergétiques chinoises.



10. Les réactions chinoises au *shutdown* américain

CAMILLE LIFFRAN

SOURCES :

- Xu Ben¹⁰⁶, « L'arrêt de l'activité du gouvernement et les dégâts des luttes partisans », *Nanfang zhoumo*, 11 octobre 2013.
- Liu Zhirong¹⁰⁷, « L'arrêt de l'activité du gouvernement américain est légitime », *21 Shiji*, 15 octobre 2013.
- Dang Jiangjun¹⁰⁸, « Les deux crises de la dette en jeu dans l'arrêt de l'activité du gouvernement américain », *Guangzhou ribao*, 14 octobre 2013.
- Mei Xinyu¹⁰⁹, « À travers la farce du *shutdown*, les États-Unis se tirent une balle dans le pied », *Renmin ribao - édition internationale*, 18 octobre 2013.

¹⁰⁶ Essayiste et éditorialiste, membre du comité scientifique de *Aisixiang*, et actuellement professeur au département d'anglais de l'université américaine Saint Mary's College of California. Il écrit régulièrement pour la presse chinoise, et notamment pour *Nanfang zhoumo*.

¹⁰⁷ Chercheur indépendant, essayiste spécialisé dans l'analyse de l'actualité américaine.

¹⁰⁸ Journaliste au *Guangzhou ribao*.

¹⁰⁹ Célèbre économiste de l'institut de recherche du ministère du Commerce.

- Tao Wenzhao¹¹⁰, « L'impact de la crise de l'impasse budgétaire américaine est exagéré », Aisixiang, 26 octobre 2013.

L'arrêt partiel de l'activité du gouvernement fédéral américain, qui a officiellement duré du 1^{er} octobre au 16 octobre 2013, date de la réalisation d'un fragile compromis entre la majorité présidentielle et le camp républicain, a suscité une certaine incompréhension en Chine. Comment la première puissance du monde peut-elle se permettre de mettre à l'arrêt l'activité de son gouvernement dans un contexte de crise financière internationale ? Présenté par la presse officielle chinoise comme le révélateur inquiétant d'une grave crise politique et économique susceptible de déstabiliser l'ordre économique mondial et, notamment, de menacer les intérêts chinois, le *shutdown* de l'automne 2013 a contribué à alimenter un vif débat en Chine sur la place des États-Unis sur l'échiquier international et dans les relations complexes du pays avec son deuxième partenaire commercial et son principal créancier. L'éditorial violemment anti-américain de Liu Chang¹¹¹ prônant l'avènement d'un monde « désaméricanisé », publié le 13 octobre 2013 en anglais par l'agence de presse *Xinhua*, a été, à cet égard, largement commenté dans les colonnes de la presse internationale¹¹². Certaines réactions chinoises exprimées face au *shutdown* entrent en résonance avec cet éditorial et les positions officielles, en dressant un tableau alarmiste de l'évènement et de ses répercussions. D'autres voix, plus nuancées, relativisent ses implications, interprétant le *shutdown* comme un élément, sans doute regrettable mais inévitable, ressortant du folklore politique américain. Enfin, de manière plus marginale et inattendue, Liu Zhirong

¹¹⁰ Chercheur à l'Académie chinoise des sciences sociales, spécialiste des relations sino-américaines.

¹¹¹ Journaliste à *Xinhua*.

¹¹² Liu Chang, « U.S. Fiscal Failure Warrants a de-Americanized World », *Xinhua*, 13 octobre 2013.

propose de comprendre la « fermeture » de l'État fédéral comme une manifestation de la maturité politique du système démocratique américain.

Un nouvel épisode du bras de fer politique américain

De nombreux articles reviennent sur les causes et les enjeux du *shutdown* d'octobre 2013. Face à cet évènement pour le moins intrigant de la vie politique américaine, certains commentateurs chinois tels que Tao Wenzhao proposent une approche pédagogique pour expliquer les ressorts complexes de cette « intrigue digne d'un film hollywoodien » (部荷里活大片中的情节, *buhellhuo dapian zhong de qingjie*). Tout d'abord, la plupart des articles rappellent que le *shutdown*, loin de constituer un évènement inédit, est un mécanisme politique qui s'inscrit dans les règles de fonctionnement de la démocratie américaine depuis 1870. La paralysie administrative, qui concerne essentiellement les services de l'État fédéral à l'exception des services régaliens, est un dispositif prévu en cas d'absence de compromis au Congrès sur les affectations budgétaires du cycle budgétaire annuel à venir. Celui-ci a été appliqué à dix-sept reprises entre 1977 et 1996, la durée de chaque *shutdown* ayant varié de 1 à 21 jours.

Pour la majorité des auteurs, la paralysie administrative de 2013 constitue le nouvel épisode d'une saga politique aux multiples rebondissements. Le *shutdown* est avant tout présenté comme un instrument de lutte politique entre les deux grands partis américains qui s'affrontent depuis déjà plusieurs années sur la question de la gestion de la dette, ainsi que sur l'application du projet de loi sur l'assurance de santé universelle « Obamacare » voté en mars 2010. Le bras de fer politique qui oppose les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, et les démocrates, qui dominent le Sénat,

a atteint son paroxysme au début du mois d'octobre 2013, au moment où la dette de l'État fédéral américain était sur le point de dépasser le plafond légal de 16 700 milliards de dollars. Au-delà de cette limite, les États-Unis seraient théoriquement amenés à se déclarer en défaut de paiement. Le fait que les deux camps n'aient pu trouver un accord bipartisan sur le budget 2014 avant d'atteindre le plafond de la dette est à l'origine du *shutdown*.

L'« irresponsabilité » du gouvernement américain

Ce blocage politique est révélateur, selon Dang Jiangjun et Mei Xinyu, de l'« attitude irresponsable » (不负责任的态度, *bu fuzeren de taidu*) des parlementaires américains accusés de privilégier leurs intérêts partisans au détriment des enjeux internationaux et, plus grave encore, des impératifs nationaux. Le jugement est, à cet égard, sans appel. Tandis que Dang Jiangjun dénonce l'« absurdité de la situation » (荒唐局面, *huangtang jumian*), Mei Xinyu, pour sa part, qualifie le blocage institutionnel de véritable « farce » (闹剧, *naoju*), aux conséquences économiques et politiques dangereuses.

Le signal d'une menace économique sans précédent

Au-delà des répercussions directes et évidentes de la « fermeture » de l'administration fédérale, mentionnées dans la plupart des articles, telles que la mise en congé sans solde de près de 800 000 fonctionnaires sans garantie de versement de salaire ou la fermeture des parcs nationaux, la paralysie institutionnelle représente avant tout, pour Dang Jiangjun et Mei Xinyu, le signal d'alarme

d'une crise bien plus inquiétante que celle des précédents *shutdown*, et notamment celui de 1995. La crise de la dette américaine, dont les prémices remontent à l'année 2011 et qui a empiré en 2012 avec la crise de la « falaise fiscale »¹¹³, aurait en effet atteint selon eux, un point de non-retour.

Dang Jiangjun estime que le cœur du problème ne réside non pas dans la question du plafond de la dette – dont le rehaussement ne serait qu'une solution temporaire et artificielle –, mais dans le mode de fonctionnement même de l'État fédéral américain, qui dépend principalement de la dette pour se financer. Pour Dang Jiangjun et Liu Zhidong, le Trésor américain doit cesser au plus vite sa politique d'emprunts à outrance, au risque sinon de compromettre l'équilibre économique international et, surtout, d'assombrir l'avenir

financier des citoyens américains. Comme le précise Mei Xinyu, plus de 80 % des bons du Trésor américain sont en effet détenus par les administrés et les institutions américaines.

Une remise en cause sérieuse du leadership américain

Ce comportement des États-Unis, jugé irresponsable, ne porte pas seulement atteinte aux intérêts économiques et financiers du pays. Mei Xinyu estime qu'il

« Pour la majorité des auteurs, la paralysie administrative de 2013 constitue le nouvel épisode d'une saga politique aux multiples rebondissements. »

¹¹³ La menace de la « falaise fiscale », *fiscal cliff* en anglais, a été brandie à la fin de l'année 2012 à la suite du désaccord au sein du Congrès sur le plan de réduction du déficit budgétaire. La « falaise fiscale » désigne le choc économique qui aurait frappé les États-Unis si les mesures automatiques de réduction du déficit, à savoir la coupe drastique des dépenses et la hausse des impôts, avaient été appliquées à partir du 1^{er} janvier 2013.

ternit profondément l'image et le rayonnement de la puissance américaine dans le monde, allant jusqu'à remettre en question la position de leadership des États-Unis. L'article du Renmin ribao suggère qu'à travers ce « jeu politique sans scrupules » (肆无忌惮的政治游戏, *siwuji dan de zhengzhi youxi*) auquel il s'est livré, le gouvernement américain s'est mis dans une situation de « danger moral » (道德风险, *daode fengxian*) dont il lui sera très difficile de s'extraire. L'« Oncle Sam » (山姆大叔, *Shanmu dashu*), en ne respectant pas les règles de l'ordre économique et politique mondial qu'il a lui-même promues et instituées, se serait en effet compromis moralement aux yeux du monde. Or, « comment un Oncle Sam qui ne se préoccupe pas de l'image qu'il renvoie à l'international aurait-il les capacités et la volonté de mettre en œuvre et de préserver un ordre international stable et durable ? »¹¹⁴, interroge avec véhémence Mei Xinyu.

C'est également le système politique américain qui est remis en cause à travers ce *shutdown*. Dang Jiangjun interprète la paralysie de l'État fédéral comme un signe probant des « blocages » (故障, *guzhang*) et des « abus » (弊端, *biduan*) d'un système loin de pouvoir prétendre être le meilleur. L'absurdité de la situation réside, d'après lui, dans l'incapacité du système à remettre en question des règles du jeu politique qui ont maintes fois démontré leurs effets pervers. Les conclusions de Mei Xinyu sont, quant à elles, sans équivoques. Le *shutdown* est, selon lui, une profonde « attaque portée en interne » (内伤, *neishang*) au modèle américain. L'auteur suggère qu'il est temps pour les États-Unis de descendre de leur piédestal et invite le reste du monde à se projeter dans un nouvel ordre mondial, faisant ainsi écho aux positions

¹¹⁴ 一个不顾自己国际形象的山姆大叔会有能力、意愿建立维持一个可持续、可预期的国际秩序?, *yi ge bu gu ziji guoji xingxiang de Shanmu dashu hui you nengli, yiyuan jianli weichi yi ge ke chixu, ke yuqi de guoji zhixu?*

relayées par l'éditorial de Xinhua sur un monde « désaméricanisé ».

Des répercussions économiques à relativiser

Face à ces interprétations alarmistes, d'autres sources proposent des interprétations plus nuancées. Ces nuances portent en premier lieu sur les conséquences économiques du blocage. Xu Ben, qui se penche dans son article sur l'attitude générale des Américains face au *shutdown*, souligne par exemple que, malgré ses répercussions négatives évidentes, le phénomène n'a pas entraîné l'apparition de signes de panique économique. De même, pour Tao Wenzhao, si la situation reste préoccupante, il convient de ne pas tirer de conclusions hâtives et de ne pas « exagérer » (夸大, *kuada*) l'impact du *shutdown*. Comme l'auteur le fait remarquer en s'appuyant sur les propos du président de la FED, la position dominante du dollar en tant que monnaie de réserve préserve les États-Unis d'un risque immédiat de défaut de paiement des intérêts de la dette. Surtout, le rôle de l'État fédéral américain dans l'économie réelle reste assez mineur. Tao Wenzhao rappelle que l'économie américaine repose surtout sur les entreprises.

De manière générale, il s'agit pour le chercheur de relativiser le phénomène de déclin de la puissance américaine mis en avant par certains observateurs chinois. S'il considère que cette hypothèse n'est pas infondée et qu'elle reflète même une tendance indéniable, Tao affirme que la position de première puissance économique, militaire et technologique des États-Unis n'est pas près de changer radicalement dans les dix années à venir. En outre, la relation de dépendance mutuelle entre la Chine et les États-Unis sera amenée à se renforcer. C'est en ce sens que Tao Wenzhao préconise une certaine vigilance à l'égard des concepts employés par certains médias dont le fameux concept

de « désaméricanisation » (去美国化, *qu meiguo hua*) que l'auteur juge trop simpliste, vague et, surtout, porteur d'interprétations erronées masquant la complexité des relations internationales.

Un « mal nécessaire » du système politique américain

Xu Ben explique que le phénomène du *shutdown*, loin d'être perçu aux États-Unis comme le symptôme d'une « maladie grave » (大病, *da bing*) du système, est plutôt comparé à un « rhume » (伤风感冒, *shangfeng ganmao*) qui aurait congestionné momentanément la machine gouvernementale américaine. Xu Ben et Tao Wenzhao décrivent la plupart des réactions américaines face à ce bras de fer politique comme quelque peu désabusées et fatalistes. D'après Xu Ben, les citoyens américains ne sont pas dupes de cette « lutte partisane » (党派之争, *dangpai zhi zheng*) qu'ils qualifient tantôt d'« hypocrite » (虚伪, *xuwai*), d'« absurde » (荒唐, *huangtang*), d'« immature » (幼稚, *youzhi*) ou de « détestable » (可恶, *ke wu*). Ces réactions désabusées témoignent, selon l'auteur, d'une tradition, au sein de la culture politique américaine, de rejet et de méfiance à l'égard du « factionnalisme » politique. Pour autant, elles ne remettent en aucun cas en question les fondements du système démocratique des États-Unis auxquels, rappelle l'auteur, le peuple américain reste profondément attaché. En définitive, le *shutdown* ne serait que la manifestation d'un « mal nécessaire » (必要之恶, *biyao zhi wu*) du système politique américain considéré comme un système intrinsèquement imparfait. « Les Américains le savent bien, ce qui pourrait détruire le système démocratique est justement une vision perfectionniste de la démocratie », ajoute l'auteur¹¹⁵.

¹¹⁵ 美国人知道, 会毁掉民主制度的, 也许正是完美主义的民主观, *Meiguo ren zhidao, hui huidiao minzhu zhidu de, yexu zheng shi wanmei zhuyi de*

Une garantie des principes démocratiques

Liu Zhirong voit au contraire dans le dispositif du *shutdown* l'incarnation et la garantie de la logique démocratique du système, le « résultat de la séparation entre les trois pouvoirs et de l'équilibre entre les pouvoirs » (三权分立、互相制衡的结果, *sanquan fenli, huxiang zhiheng de jieguo*). L'auteur prend le contrepied de la plupart des analyses publiées dans la presse chinoise en arguant que la « fermeture » du gouvernement, loin d'être une farce ou un mécanisme au service de la défense d'intérêts partisans, témoigne du comportement responsable du gouvernement américain envers les citoyens, dont il est censé représenter les intérêts. En ce sens, d'après Liu Zhirong, les républicains ne peuvent être tenus responsables de l'impasse budgétaire. Leur opposition à la loi sur le budget et à l'application du programme « Obamacare » peut, de la même manière que pour la politique menée par les démocrates, être justifiée au nom de la défense des intérêts du peuple. Dans cette perspective, la « fermeture » de l'État fédéral doit être interprétée comme un avertissement indirectement lancé par les citoyens au gouvernement pour l'inciter à se remettre en question et à se responsabiliser. À travers le *shutdown*, le peuple exerce son droit de contrôle sur le gouvernement, son droit à « circonscrire le pouvoir de l'État au sein de la cage du système » (把政府权力关进制度的笼子, *ba zhengfu quanli guanjin zhidu de longzi*).

La position de Liu Zhirong apparaît somme toute assez marginale. Elle n'en témoigne pas moins de la diversité des opinions exprimées en Chine sur le *shutdown* américain. Le présent compte-rendu, loin d'avoir épuisé cette diversité, permet à la fois de mieux comprendre les arguments avancés par les médias officiels sur les menaces du blocage politique mais aussi d'aller au-delà de l'apparente uniformité de ce discours *minzhu guan*.

officiel souvent porteur d'un violent anti-américanisme. Certes, les interprétations chinoises du *shutdown* américain restent, de manière générale, assez sévères. Toutefois, certaines d'entre elles témoignent d'un réel souci d'objectivité et d'un effort de nuance. Le vif intérêt que manifestent les commentateurs chinois à l'égard des rebondissements de la vie politique américaine est, en fin de compte, à la mesure des enjeux contenus dans les évolutions de la relation sino-américaine. Les réactions exprimées questionnent en filigrane le statut de puissance de la Chine et le rôle que ce pays entend jouer dans le concert international. Elles peuvent offrir, en outre, un prisme d'analyse original du débat contemporain chinois sur la question de la démocratie.

爱思想网, *Aisixiang*. *Aisixiang* est une plateforme d'échange libre d'idées, de partage d'information, et de démocratisation du savoir. Depuis la création d'*Aisixiang* en janvier 2010, plus d'une centaine d'académiques ont écrit et partagé des articles et des éditos sur divers sujets de l'actualité chinoise.

北京青年报, *Beijing qingnian ribao*. Journal officiel du comité de la Ligue des jeunesses communistes de Pékin.

财经网, *Cajingwang*. Site internet de la revue *Cajing* connue pour ses positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière. Le site a un contenu original.

大纪元, *Epoch Times*. Ce journal anticommuniste paraît en chinois depuis 2000, à New York. Il proclame une indépendance et un engagement en faveur de la démocratie, mais les sources de son financement sont inconnues. Le journal diffuse surtout des informations d'agences. A propos de la Chine, les articles originaux, à moins d'être des chroniques signées, ont en général trait à l'actualité du Falungong, ou bien sont des reprises ou des synthèses s'appuyant sur des sources en chinois, de Chine comme de Hong Kong.

凤凰网, *Fenghuang Wang - I-Feng*. Portail d'information et de micro-blogs personnels.

凤凰周刊, *Fenghuang Zhoukan*. Hebdomadaire du groupe hongkongais Phoenix Television, qui entretient des relations cordiales avec le gouvernement de la République populaire.

The Financial Times – version chinoise. Le *Financial Times* a lancé ce site en chinois en 2003 à destination du monde économique sinophone. Il propose une grande partie de la version papier du quotidien anglais traduite en chinois, mais également des articles, analyses, éditoriaux et dossiers rédigés directement en chinois. Le site compterait plus de 1 300 000 internautes.

国际研究参考, *Guoji yanjiu cankao*. Anciennement *Guoji ziliao xinxi* (国际资料信息), magazine mensuel académique de recherche synthétique sur les questions internationales, édité par le CICIR, qui publie également *Xiandai guoji guanxi*.

环球时报, *Huanqiu shibao - Global Times*. Ce quotidien publié à Pékin appartient au même groupe de presse que *Le Quotidien du peuple* ; bien informé sur les questions

internationales, il propose des analyses originales.

解放日报, *Jiefang ribao*. "Libération", créé en 1945, est l'organe du comité municipal du Parti de la ville de Shanghai. C'est l'un des grands journaux à diffusion nationale, mais il ne brille ni par son originalité, ni par son audace.

南方周末, *Nanfang zhoumo*. Hebdomadaire de Canton, qui a acquis une grande notoriété dans les années 1990 en dénonçant des scandales de corruption. Malgré une certaine reprise en main de la part des autorités chinoises, il conserve une certaine liberté de ton.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

南风窗, *Nan Fengchuang*. Bimensuel d'actualité publié par le secrétariat du Parti de la ville de Canton depuis 1985.

人民日报, *Renmin ribao*. On ne présente plus le quotidien officiel du parti communiste chinois, dont le contenu en mandarin diffère de toutes ses éditions internationales.

大公报, *Ta kung pao*. Plus vieux journal chinois, créé en 1902. Il est financé par le Parti communiste chinois et considéré comme un porte-voix des autorités du continent. Son siège se trouve désormais à Hong Kong.

文汇报, *Wenhui bao*. Fondé à Shanghai en 1938, ce quotidien prestigieux a longtemps pris des positions politiques indépendantes. Aujourd'hui sous le contrôle de la section shanghaienne du PCC, il continue à jouir d'une réputation de lecture intellectuelle.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

现代经济信息, *Xiandai jingji xinxi*. Périodique économique produit par l'Association pour la gestion d'entreprise de la province du Heilongjiang, et publié sous la supervision du Comité économique de la région du Heilongjiang.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

学习时报, *Xuexi shibao*. Mensuel de l'École centrale du Parti, et à ce titre outil fondamental pour suivre les débats et la ligne politique d'une institution essentielle du régime.

央视网, *Yangshi wang - CNTV network*. Site de CNTV network, une chaîne chinoise présente exclusivement sur internet.

Martina Bassan est doctorante à Sciences Po et ses recherches portent sur la politique extérieure de la Chine. mashark51@yahoo.it

Nathan Beauchamp-Mustafaga est diplômé en Affaires internationales de la London School of Economics et de l'Université de Pékin. Il est actuellement research fellow à la U.S. – China Economic and Security Review Commission. nathan.beauchamp@gmail.com

Antoine Bondaz est doctorant à Sciences Po Paris, rattaché au CERI et à l'IRSEM. Il est Visiting Scholar au Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy de Pékin et coordinateur de la revue *Korea Analysis* au sein d'Asia Centre. Il travaille notamment sur les relations entre la Chine et la péninsule coréenne. a.bondaz@centreasia.eu

Jean-François Di Meglio est ancien élève de l'École normale supérieure et de l'Université de Pékin, il a été responsable du secteur énergie et matières premières en Chine pour BNP Paribas. Il a rejoint Asia Centre en mai 2008 et en est devenu le président en 2009. jf.dimeglio@centreasia.eu

François Godement, chercheur associé à Asia Centre, est notamment Professeur à Sciences Po, responsable du programme Chine de l'ECFR (Conseil Européen des Relations Internationales) et consultant extérieur permanent du Ministère des Affaires étrangères. f.godement@centreasia.eu

Marc Julienne est assistant de recherche à Asia Centre depuis avril 2013. Il est diplômé du Master Hautes Etudes Internationales de l'INALCO en langue chinoise. Ses domaines de recherches à Asia Centre portent sur les politiques de sécurité en Chine. m.julienne@centreasia.eu

Agatha Kratz a étudié le chinois à Pékin, la finance internationale à Sciences Po Paris, et l'économie et les affaires publiques à la London School of Economics et à Columbia University – SIPA. Elle est rédactrice en chef de *China Analysis* depuis l'été 2012. a.kratz@centreasia.eu

Camille Liffran est diplômée d'un master en études chinoises (INALCO) et d'un master en histoire contemporaine (La Sorbonne-Paris IV). Ses recherches portent sur les entrepreneurs privés en Chine ainsi que sur les administrations de l'État chinois, notamment la force publique et le système éducatif. Elle prépare actuellement un projet d'inscription en thèse tout en contribuant à *China Analysis*. camille.liffran@hotmail.fr

Hugo Winckler détient un Master en droit des relations économiques internationales (Université Paris II) et un Master en langue et civilisation chinoises (Paris VII). Ses thèmes de recherche se concentrent sur le fonctionnement du système judiciaire en Chine et à l'économie de l'innovation en Chine et à Taiwan. hugowinckler@gmail.com



LES AUTEURS

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Agatha Kratz

Auteurs : Martina Bassan, Nathan Beauchamp-Mustafaga, Antoine Bondaz, Jean-François Di Meglio, François Godement, Marc Julienne, Agatha Kratz, Camille Liffra, Hugo Winckler.

PRODUCTION

Diffusion, Secrétaire de rédaction (mise en page) : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Impression : ESAT de l'Élan

Remerciements : Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : 90 €

commande par n° (TTC) : 20 € (jusqu'au n°23)

Version électronique sur notre site (archives depuis 2005) :

www.centreasia.eu/publications/china-analysis

© Asia Centre

71 boulevard Raspail

75006 Paris, France

www.centreasia.eu

chinaanalysis@centreasia.eu

ISSN : 2101 - 0048

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°47 - Février 2014

Avant-propos

DOSSIER : LA POLITIQUE DE VOISINAGE DE LA CHINE

1. Que faire avec les voisins : une table ronde du CICIR (François Godement) 5
2. La Mongolie, un voisin idéal (Antoine Bondaz) 8
3. La diplomatie chinoise en Asie centrale (Marc Julienne) 14
4. Les relations sino-indiennes, entre coopération et méfiance stratégique (Martina Bassan) 18

APRÈS LE III^e PLÉNUM

5. Vers un « État de droit » pour l'économie (Hugo Winckler) 23
6. Application des réformes : despotisme éclairé contre groupes d'intérêt (Agatha Kratz) 27
7. Quelles perspectives pour la Commission centrale de sécurité nationale ? (Marc Julienne) 32

REPÈRES

8. Les relations sino-nord-coréennes depuis l'élimination de Jang Song-thaek (Nathan Beauchamp-Mustafaga) 37
9. Le gaz, une solution partielle pour la Chine (Jean-François Di Meglio) 43
10. Les réactions chinoises au *shutdown* américain (Camille Liffra) 48

